C-10-2006

**L'économie sociale au Brésil :
histoire, courants théoriques
dominants, acteurs et rapport à
l'État**

Par Mauricio Serva et Carolina Andion

Traduction : Jean-Luc Pilon
Étudiant deuxième cycle, sociologie, UQAM

Ce texte a été originalement publié dans le livre « La Economía Social en Iberoamérica. Un acercamiento a la realidad » organisé par la Fundación Iberoamericana de la Economía Social (sous presse). Cette version contient des modifications par rapport au texte original.

Cahier de l'ARUC-ÉS

Cahier No : C-10-2006

« L'économie sociale au Brésil : histoire, courants théoriques dominants, acteurs et rapport à l'État »

Mauricio Serva

Docteur en administration (FGV-SP); président, au Brésil du CIRIEC - *Centro Internacional de Pesquisa e Informação sobre a Economia Pública, Social e Cooperativa*; professeur à l'Université PUC-PR.

Carolina Andion

Maître en administration (HEC-Montréal); doctorante dans le Programme interdisciplinaire en sciences humaines à l'Université fédérale de Santa Catarina (UFSC); chercheuse au CIRIEC-Brésil; professeure à l'UNIFAE.

Les auteurs remercient Letícia Caíres, chercheuse au CIRIEC - Brésil, pour sa collaboration durant l'étape de la cueillette de données. Toutefois, l'élaboration de ce travail engage seulement la responsabilité des auteurs.

Mise en page : Francine Pomerleau

ISBN : 978-2-89276-403-1

Dépôt légal : Décembre 2006

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

Bibliothèque et Archives Canada

Résumé

Ce rapport nous présente les transformations qui remodelent l'économie sociale brésilienne en lui donnant de nouveaux contours et en suscitant de nouveaux dilemmes et de nouveaux défis à relever.

La première partie se veut une présentation sociohistorique du champ, cherchant à comprendre l'apparition et le renforcement des agents et des institutions de l'économie sociale au fil du temps.

Dans la deuxième partie, nous retrouvons une synthèse des différentes études qui composent le champ scientifique naissant de l'économie sociale au Brésil. Les auteurs tentent de classer ces études en quelques courants,

La troisième partie relate les principaux acteurs qui composent le champ, ses institutions représentatives et les principaux objectifs et stratégies utilisées afin maintenir leur emplacement et de garantir leur permanence dans cet espace.

Finalement, dans la dernière partie, on se penche sur les politiques publiques et les programmes gouvernementaux qui appuient l'économie sociale, principalement après les années 1990, ces derniers étant d'importants éléments de légitimation des acteurs et du champ en tant que tel.

Table des matières

RÉSUMÉ	III
LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES	7
INTRODUCTION	9
CHAPITRE I : LA CONSTRUCTION SOCIOHISTORIQUE D'UNE IDENTITÉ DIFFUSE	13
La république des oligarchies : la société civile comme synonyme de philanthropie	13
L'ère Vargas : la société civile subordonnée cooptée à l'État	14
La dictature militaire : la société civile comme espace du politique	15
La re-démocratisation : la complexification de la société civile et la recomposition de l'économie sociale ...	17
CHAPITRE II : LES VISIONS DE L'ÉCONOMIE SOCIALE : COMPLÉMENTARITÉS ET DÉBATS DANS LE CHAMP SCIENTIFIQUE	21
Les études sur le mouvement coopératif	21
Le courant du tiers secteur	22
Les études interdisciplinaires sur la société civile organisée	25
Le courant « néomarxiste »	28
CHAPITRE III : LES ACTEURS DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SES INSTANCES REPRÉSENTATIVES : OBJECTIFS ET STRATÉGIES	31
Le mouvement coopératif ancien et nouveau	31
Le mouvement associatif et les fondations	33
CHAPITRE IV : POLITIQUES PUBLIQUES, PROGRAMMES ET LÉGISLATION APPUYANT L'ÉCONOMIE SOCIALE : L'ÉTAT COMME CAISSE DE RÉSONANCE DU CHAMP	39
Le coopératisme	39
Les associations et fondations	42
CONSIDÉRATIONS FINALES	45
BIBLIOGRAPHIE	47

Liste des abréviations, sigles et acronymes

ABONG	Association brésilienne des organisations non gouvernementales
ACI	Alliance coopérative internationale
BNH	Banque nationale d'habitation
CEB	Communautés ecclésiastiques de base
CIAT	Commissions d'installation et d'actions territoriales
CIRIEC	Centre interdisciplinaire de recherche et d'information sur les entreprises collectives
CNC	Conseil national de coopératisme
COEP	Comité des entités de lutte contre la faim et pour la vie
CONSAD	Consortium de sécurité alimentaire et de développement local
CRESOL	Système de coopératives de crédit rural avec Interaction solidaire
CUT	Centrale unique des travailleurs
EAESP	École d'administration des entreprises de la Fondation Getúlio Vargas
EMBRAPA	Société brésilienne de recherche agropastorale (EMBRAPA)
FINEP	Agence de soutien financier d'études et de projets (FINEP)
GIFE	Groupe des instituts, fondations et entreprises
GRI	Global Report Initiative
GTA	Groupe de travail amazonien
IBGE	Institut brésilien de géographie et de statistique
IDH-M	Indice de développement humain
INPS	Institut national de la providence sociale
ITCP	Incubateurs technologiques de coopératives populaires
LBA	Légion brésilienne d'assistance
MDA	ministère du Développement agricole
MOBRAL	Mouvement brésilien d'alphabétisation
MST	Mouvement des sans terre
OCB	Organisation des coopératives brésiliennes
OCE	Organisations coopératives étatiques
ONG	Organisation non gouvernementale
OSCIP	organisations de la société civile d'intérêt public
PCS	Programme communauté solidaire
PRODECOOP	Programme de développement coopératif pour l'ajout de valeur à la production agricole
PRONAF	Programme national de renforcement de l'agriculture familiale
PRONINC	Programme national d'incubateurs de coopératives
PUC-PR	Université Pontificale catholique de Paraná
RECOOP	Programme de revitalisation de coopératives de production agricole
SENAC	Service national de l'apprentissage commercial
SENAES	Secrétariat national de l'économie solidaire
SENAI	Service national de l'apprentissage du commerce
SENAT	Service national de l'apprentissage du transport
SESCOOP	Service national d'apprentissage du coopératisme
SESCOOP/PR	Service national d'apprentissage du coopératisme - Paraná
SESCOOP/SP	Service national d'apprentissage du coopératisme - São Paulo

SESI	Service social de l'industrie
SOBER	Société brésilienne d'économie et de sociologie rurale
UFSC	Université fédérale de Santa Catarina
UNIFAE	Université Faculdade Católica de Administração e Economia
UQAM	Université du Québec à Montréal

INTRODUCTION

L'expression « économie sociale » n'est pas habituellement utilisée au Brésil, même si les organisations qui agissent dans l'interface entre l'économie, le social et le politique constituent un phénomène bien établi et de plus en plus reconnu, tant au niveau de la praxis que dans le milieu universitaire. On peut constater qu'il n'existe pas encore au Brésil une conception dominante et, encore moins un consensus à propos du concept d'économie sociale, des organisations qui la composent et du rôle social de cette dernière.

Dans le domaine scientifique, on observe la cohabitation de différentes représentations et conceptions, de même que différents courants qui s'appuient sur des idéologies distinctes et parfois contradictoires. Le champ de l'économie sociale semble se trouver dans une phase *préparadigmatique*, pour utiliser les termes de Kuhn (1987), dans laquelle les paradigmes et les théories de base sont toujours en processus de construction par la communauté scientifique et par les acteurs qui interviennent dans le monde professionnel.

Déjà, dans la sphère de la praxis, on peut distinguer toute une gamme d'acteurs et de formes juridiques et organisationnelles qui composent le champ de l'économie sociale. D'un côté, faciles à distinguer et avec une plus grande tradition, on retrouve les coopératives. Ces dernières, qui ont leur origine au 19^e siècle, vont subir, à partir de la fin des années 1960 et du début des années 1970, une intensification de leur processus d'institutionnalisation et une augmentation remarquable de leur nombre avec : l'adoption de la Loi 5.764, la création du Conseil national de coopératisme (CNC), l'officialisation de l'Organisation des coopératives brésiliennes (OCB), ainsi que des organisations des coopératives étatiques (OCE). De cette façon, seront créées les instances de deuxième et troisième degré du coopératisme au pays et seront définis la Politique nationale de coopératisme et le Régime politique des coopératives. De plus, avec l'ouverture du marché national, à la fin des années 1980, on assiste à une importante professionnalisation des coopératives, visant l'augmentation de leur compétitivité sur le marché global.

En ce qui concerne le coopératisme, on peut déceler une institutionnalisation croissante et une pression toujours plus forte de la compétitivité, ce qui fait en sorte que les coopératives adoptent de plus en plus la logique du marché et utilisent les instruments de gestion des entreprises afin de faire face aux défis qu'elles doivent affronter. De leur côté, les autres acteurs de l'économie sociale brésilienne ont également subi d'importantes transformations au cours des dernières années. Les organisations de la société civile, à l'origine étroitement liées aux activités philanthropiques de l'Église ou à l'action de l'État - traditionnellement autoritaire, paternaliste et clientéliste - commencent à partir des années 1970 à être un peu moins subordonnées (Landim, 2002). Nous pouvons donc affirmer qu'à partir de cette époque, s'amorce la formation d'une société civile organisée, relativement autonome, appuyée par la coopération internationale, par les mouvements sociaux et par l'Église catholique (plus particulièrement par sa « faction » de gauche).

Cette société civile en formation est un terrain fertile où vont germer d'innombrables organisations de nature variée. Les premières organisations originaires de ce mouvement, qu'on appelle généralement « organisations non gouvernementales » (ONG), auront une étroite relation avec les mouvements sociaux, particulièrement en milieu rural, en agissant comme entités d'assistance technique et de prestation de services. Toutefois, lors des deux

dernières décennies, cet univers s'est considérablement modifié et amplifié. Avec la démocratisation, la décentralisation et l'affaiblissement de l'État, en plus de la diminution des ressources en provenance de l'aide internationale et de l'institutionnalisation croissante des mouvements sociaux, les plus anciennes ONG assument de nouveaux rôles et de nouvelles ONG voient le jour.

De nouvelles ONG (ou associations) se forment dans les milieux ruraux et urbains, associées aux « nouveaux mouvements sociaux » : environnementaliste et féministe, de la citoyenneté, de la défense des droits des enfants et de jeunes, etc. En plus, un ensemble d'organisations sociales appuyées par des entreprises privées, comme les fondations et les instituts entrepreneuriaux, viennent disputer l'espace d'action avec les ONG déjà existantes (Chaves Teixeira, 2003). Une enquête récemment réalisée par l'Institut brésilien de géographie et de statistique (IBGE) a révélé, qu'en 2002, il y avait au Brésil 276 000 fondations privées et associations sans but lucratif qui employaient 1,5 million de personnes; près des deux tiers d'entre elles (62 %) ont été créées depuis 1990 (IBGE, 2004).

En plus d'augmenter en nombre, à partir des années 1990, les ONG vont assumer de nouveaux rôles et devenir des acteurs sociaux à part entière. Elles qui traditionnellement tournaient le dos à l'État, se transforment en acteurs sollicités pour la conception et la mise en œuvre des politiques publiques. En plus, on va observer une forte professionnalisation des ONG, à la fois conséquence d'un processus d'institutionnalisation et exigence de la part des nouveaux partenaires. La question de la survie institutionnelle devient également un enjeu majeur et plusieurs ONG vont alors développer ou appuyer des activités économiques.

En bref, nous pouvons affirmer que toutes ces transformations remodelent l'économie sociale brésilienne en lui donnant de nouveaux contours et en suscitant de nouveaux dilemmes et de nouveaux défis à relever. On note donc que les univers théorique et pratique qui forment l'économie sociale brésilienne sont caractérisés par la diversité. En conséquence, le postulat qui animera cet article est que l'économie sociale au Brésil est en train de se constituer en tant que champ, dans le sens défini par Bourdieu (1994). Elle se caractérise comme un microcosme semi-autonome avec ses propres normes, règles et codes, qui doivent être connus par tous ceux qui désirent entrer dans le champ. Ce champ est loin d'être un espace homogène, il est composé de disputes symboliques et de contradictions, entre les individus et entre les groupes, chacun cherchant à maintenir sa position et à conquérir de nouveaux espaces qui pourraient les mener vers une position hégémonique.

Présenter le champ implique donc d'établir la structure objective des relations entre les positions occupées par les agents et les institutions en concurrence entre eux (Bourdieu et Wacquant, 1992). Pour ce faire, nous allons débiter le texte par une présentation sociohistorique du champ, cherchant à comprendre l'apparition et le renforcement des agents et des institutions de l'économie sociale au fil du temps. Nous sommes d'accord avec Landim lorsqu'elle affirme que « redonner au phénomène social son historicité peut contribuer à lui enlever son caractère apparemment naturel, à briser les automatismes et à lui restituer sa densité sociale » (Landim, 2002 : 22).

Dans la deuxième partie, nous ferons une synthèse des différentes études qui composent le champ scientifique naissant de l'économie sociale au Brésil. Nous tenterons de classer ces études en quelques courants, même si nous savons que nous courrons le risque de commettre quelques imprécisions. Nous croyons que cet effort d'analyse critique, certainement incomplet et non exhaustif, est essentiel pour tracer les contours du champ scientifique et commencer à comprendre les conceptions et les théories qui sont sous-jacentes à la production scientifique diffusée aujourd'hui au Brésil. Nous avons donc décidé de courir ce risque...

Dans la troisième partie nous aborderons les principaux acteurs qui composent le champ, ses institutions représentatives et les principaux objectifs et stratégies utilisées afin maintenir leur emplacement et de garantir leur permanence dans cet espace. Finalement, dans la dernière partie, nous nous pencherons sur les politiques publiques et les programmes gouvernementaux qui appuient l'économie sociale, principalement après les années 1990, ces derniers étant d'importants éléments de légitimation des acteurs et du champ en tant que tel.

CHAPITRE I : LA CONSTRUCTION SOCIOHISTORIQUE D'UNE IDENTITÉ DIFFUSE

Afin de comprendre ce qui constitue aujourd'hui l'économie sociale brésilienne, il est nécessaire de rappeler le contexte sociohistorique dans lequel émergent et se transforment les organisations qui agissent dans le domaine socioéconomique. Bien que pour des raisons pédagogiques nous présentions le contexte sociohistorique selon un ordre chronologique, il est important de rappeler que ce dernier ne suit pas un parcours linéaire. Il est plutôt formé de multiples histoires et trajectoires qui s'entrecroisent et s'influencent mutuellement. De plus, certes les organisations influencent le contexte sociohistorique, mais sont également influencées en retour par ce dernier. Comme le rappelle Landim, « Il s'agit de présenter des positions occupées successivement dans un espace social qui lui-même se transforme » (Landim, 2002 :23).

La république des oligarchies : la société civile comme synonyme de philanthropie

À l'époque de la Vieille République ou de la République des Colonels (1889-1930), l'État oligarchique accordait peu d'importance aux politiques sociales ou à la mobilisation de la société civile. Les institutions religieuses, dans certains cas appuyées par l'État, assumaient un rôle prépondérant dans l'assistance aux pauvres et aux exclus, ces derniers se trouvant majoritairement en marge des politiques sociales de base. Les Saintes Maisons de la Miséricorde¹, les communautés et les ordres religieux, en plus d'autres institutions religieuses non catholiques ont été des protagonistes de cette période. Durant celle-ci, on voit que le concept de société civile est étroitement lié aux idées de philanthropie et de charité. Les pauvres, c'est-à-dire la grande majorité de la population, étaient perçus non comme des citoyens porteurs de droits, mais comme des « objets de la bonté de leurs bienfaiteurs » (Neto, Stefani et Pezzi, 2003). La société civile se confondait alors avec l'espace social de l'Église.

Malgré ce contexte défavorable à la mobilisation de la société civile et, conséquemment, à l'éclosion de l'économie sociale, on observe la création des premières coopératives au pays. Un facteur primordial pour ce mouvement fut la Constitution républicaine de 1891, qui garantissait le droit de liberté d'association. Ainsi, seront fondées quelques coopératives de consommation dans certains centres urbains : l'Association coopérative des employés de la Compagnie téléphonique², à Limeira dans l'État de São Paulo (1891); la Coopérative militaire de consommation de Rio de Janeiro³, en 1894; la Coopérative de consommation Camaragibe⁴, dans l'État du Pernambuco (1895); et la Coopérative de consommation des employés de la Compagnie Paulista des chemins de fer⁵, à Campinas (1887). Ce timide début du mouvement coopératif a été complété à partir de 1902 par l'organisation des premières caisses rurales Raifesen dans l'État du Rio Grande do Sul (Pinho, 1982). En 1907, est adoptée la première loi concernant la réglementation des coopératives : le Décret 1.637. Cette même année, au Minas Gerais, ont été fondées les premières coopératives agricoles. João Pinheiro, le gouverneur de l'état à l'époque, a lancé un projet de coopératives ayant comme objectif l'élimination des intermédiaires dans la mise en marché de la production agricole, dont la commercialisation était contrôlée par des étrangers. L'accent avait été mis sur le café pour ce projet, et ainsi, on a créé une section exclusive pour ce produit en lui concédant des incitatifs fiscaux et matériaux (Gonçalves, 2005).

¹ Santas Casas de Misericórdia.

² Associação Cooperativa dos Empregados da Companhia Telefônica.

³ Cooperativa Militar de Consumo no Rio de Janeiro.

⁴ Cooperativa de Consumo de Camaragibe.

⁵ Cooperativa de Consumo de Empregados da Companhia Paulista de Estradas de Ferro.

L'ère Vargas : la société civile subordonnée cooptée à l'État

Au début du 20^e siècle, on voit apparaître les conditions historiques qui mèneront plus tard à la chute de régime oligarchique. On assiste aux balbutiements de la mobilisation sociale et à l'apparition des premiers mouvements sociaux urbains. On retiendra de cette période : la grève générale de 1917, l'anarcho-syndicalisme, la fondation du Parti communiste et le mouvement Tenentista. À la fin des années 1920, ces mouvements vont se constituer comme une véritable force politique « antiétatique », faisant contrepoids au régime en vigueur, tout en exigeant une plus grande attention de la part de l'État. On voit, donc durant cette phase, l'émergence des premiers mouvements sociaux, influencés par les diverses idéologies de gauche au Brésil (anarchisme, marxisme, syndicalisme, etc.). Ces mouvements, dont l'identité était définie principalement en lien avec la sphère du travail, se plaçaient encore dans une relation directe avec la sphère politique. Durant cette période, la société civile se situe dans une position « antiétatique », se définissant en opposition par rapport à l'ordre en vigueur, tout en demeurant toujours très liée à l'appareil de l'État (Landim, 2002).

À partir de 1930, l'« ère Vargas » entraînera l'édification des bases institutionnelles d'une démocratie s'inspirant du modèle des sociétés fordistes⁶ de l'époque. On établira alors des droits pour les travailleurs, un système d'éducation public, le suffrage universel et la constitution de 1946. Ces initiatives, qui reflètent la tentative d'instaurer un État-Providence brésilien, seront accompagnées par la création de grandes institutions parapubliques, médiatrices entre l'État et la société (principalement dans la sphère économique), comme le Service social de l'industrie⁷ (SESI), le Service national de « l'apprentissage » commercial⁸ (SENAC) et la Légion brésilienne d'assistance⁹ (LBA). De plus, on assiste à la création des principaux syndicats, fédérations et confédérations qui regroupent les travailleurs par entreprise, par région ou par secteur d'activité. On note alors le renforcement des mouvements sociaux traditionnels qui, selon Scherer-Warren et Krischke (1987 : 36), « surgissent comme expression typique de la société industrielle (et de sa conscience), divisée en classes sociales, dont l'une d'entre elles - le prolétariat - voyait la quasi-totalité de son quotidien soumis au monde de la production et à l'exploitation de sa force de travail ». Enfin, la période qui débute dans les années 30 va se caractériser également par le rattachement des syndicats et des organisations sociales à l'État, selon le système autoritaire de l'époque. Comme le souligne Landim (2002), ce n'est pas par hasard qu'émerge à cette époque la législation qui régule les relations entre l'État et les organisations de la société civile (les lois de l'assistance sociale¹⁰) qui sont en grande partie toujours en vigueur aujourd'hui.

Pour le mouvement coopératif, la situation n'est pas très différente car, c'est à partir d'une initiative gouvernementale, avec l'adoption du Décret 22.239 de 1932, qu'est inauguré légalement au pays le coopératisme fondé sur les principes des pionniers de Rochdale. Dans ce décret, les coopératives sont définies comme sociétés de personnes et non de capital. De plus, d'autres principes rochdaliens comme la gestion démocratique, la libre adhésion, les ristournes, les taux d'intérêt limités au capital et le principe d'un membre une voix, sont incorporés dans le décret. La mise en place d'une législation s'appliquant directement à l'organisation et au fonctionnement des coopératives, et fondée sur les principes rochdaliens, a favorisé l'essor du mouvement coopératif et a permis l'expansion graduelle du nombre de coopératives dans le pays.

⁶ Pour un approfondissement du modèle de développement fordiste voir LIPIETZ Alain, Audácia, uma alternativa para o século 21., São Paulo, Nobel, 1991.

⁷ Serviço Social da Indústria (note du traducteur).

⁸ Serviço Nacional Aprendizagem Comercial (note du traducteur).

⁹ Legião Brasileira de Assistência (note du traducteur).

¹⁰ Il s'agit ici du Décret-Loi 525 du 1er juillet 1938 et du Décret-Loi 5.597 du 22 juillet 1943.

Durant cette période, on note également la recherche de la professionnalisation de l'assistance sociale, avec la création de formations et la valorisation de cette fonction dans la sphère publique. Toutefois, la conception qui est sous-jacente à cette valorisation du social est de nature clientéliste et populiste, caractéristiques propres à l'idéologie du gouvernement autoritaire de Getúlio Vargas. L'Église catholique a maintenu son rôle dans l'assistance sociale, mais elle est maintenant appuyée par la « solidarité administrative » de l'État. Ce dernier adopta, quant à lui, une stratégie consistant à arrimer les initiatives autonomes de la société civile à l'action de l'État, plaçant ces dernières au service de son renforcement. On note, dans ce cas, que la société civile est perçue comme un « bras de l'État », utilisée pour l'exécution des politiques sociales, celles-ci étant toujours développées à partir d'une conception clientéliste et philanthropique. Les citoyens (qu'on assimile généralement aux travailleurs) sont encore perçus comme des bénéficiaires de l'assistance religieuse ou publique. De cette manière, la société civile est comprise comme « l'objectivation des structures et de l'action de l'État » (Telles, 1987) plutôt que comme un acteur politique de premier plan.

La dictature militaire : la société civile comme espace du politique

Après une courte période de démocratie - entre la deuxième moitié des années 1950 et le début des années 1960 -, le pays se trouva de nouveau gouverné selon un régime d'exception. Cette nouvelle période d'autoritarisme est caractérisée par deux moments interdépendants et fondamentaux pour la compréhension de la place de la société civile dans la société brésilienne.

D'un côté, on assiste à une recrudescence de la tutelle de l'État dans les questions civiles. Notamment, en raison de l'instauration du régime militaire et, avec lui, des structures hiérarchisées et centralisées pour la gestion du social, comme l'Institut national de la providence sociale (INPS)¹¹, la Banque nationale d'habitation (BNH)¹² et le Mouvement brésilien d'alphabetisation (MOBRAL)¹³. De plus, la dictature a fait en sorte que plusieurs initiatives sociales qui n'étaient pas directement liées à l'appareil gouvernemental soient considérées comme clandestines. Fernandes (1994) décrit cette période en rappelant que « les mécanismes de communication civile et les sphères supérieures de la vie publique ont été neutralisés (les partis, les médias, etc.) [...] et le mouvement syndical, qui était la colonne vertébrale des mobilisations populaires, a été violemment réprimé. En somme, on a réduit au minimum la participation civique dans les sphères de l'État et des entreprises ». (Fernandes, 1994 : 34)

D'un autre côté, à cette même époque, commencent à éclore, à divers endroits au Brésil, des mouvements sociaux d'un nouveau type. Scherer-Warren et Krischke (1987) décrivent ces mouvements comme des organisations collectives luttant contre les formes traditionnelles de l'action politique. Déjà, Fernandes (1994) les définit comme des formes plus ouvertes et plurielles d'action dans la sphère publique, qui ne nient pas la lutte de classes, mais qui enlèvent celle-ci de la position centrale qu'elle occupait dans l'action des mouvements traditionnels. Ces mouvements se caractérisent par la diversité des origines, des idées défendues et des pratiques. Nous pouvons ici énumérer quelques-uns de ces mouvements : les communautés ecclésiastiques de base (CEB), les associations de résidents et les groupes faisant partie de ce qu'on a appelé les « nouveaux mouvements sociaux ».

Les communautés ecclésiastiques de base, les organisations populaires animées par les secteurs progressistes de l'Église catholique et les propagateurs de la Théologie de la libération, promouvaient une action collective fortement ancrée dans un territoire. Des réseaux de solidarité ont été créés dans l'espace local des paroisses,

¹¹ Instituto Nacional da Previdência Social (note du traducteur).

¹² Banco Nacional de Habitação (note du traducteur).

¹³ Movimento Brasileiro de Alfabetização (note du traducteur).

incitant des pratiques communautaires qui ont fini par instaurer de vrais espaces publics, indépendants de l'action gouvernementale. L'augmentation rapide du nombre d'associations de résidents, liées ou non à l'Église catholique, a marqué la scène politique, notamment dans les centres urbains. Il s'agissait également d'associations ancrées dans des territoires (les quartiers) qui cherchaient à revitaliser graduellement la pratique de la citoyenneté. De son côté, l'éclosion des nouveaux mouvements sociaux a un peu plus tard intensifié le processus de renforcement de « nouvelles » identités collectives en favorisant la libre association d'individus, ayant entre autres comme finalité la défense des droits et des intérêts des Autochtones, des Noirs, des femmes, des personnes âgées, des enfants et des jeunes. Nous pouvons ajouter à ces initiatives, celles des groupes environnementalistes, qui ont donné forme au mouvement écologique au Brésil.

En ce qui concerne le mouvement coopératif, on note la consolidation de son institutionnalisation avec l'adoption de la Loi 5.754 en 1971, loi qui est toujours en vigueur aujourd'hui. En plus de réitérer les principes de Rochdale, cette loi vise à « la modernisation structurelle des coopératives brésiliennes, permettant à celles-ci d'agir comme des entreprises modernes et dynamiques » (Pinho, 1982). Elle donne aussi naissance au Conseil national de coopératisme (CNC)¹⁴ et permet la mise en place de l'Organisation des coopératives brésiliennes (OCB)¹⁵. Le CNC est un organe du gouvernement fédéral chargé de l'orientation générale de la politique nationale de coopératisme. Il est présidé par le ministre de l'agriculture et composé de sept autres membres, soit quatre représentants ministériels et trois représentants de l'OCB. L'Organisation des coopératives brésiliennes est une association civile, de nature privée et sans but lucratif. L'OCB est l'organe suprême de représentation, de contrôle et d'enregistrement du système coopératif brésilien. Ce système est constitué par une organisation de coopératives dans chaque État du pays (avec les mêmes caractéristiques que l'organisation nationale) et par les autres sociétés coopératives qui lui sont affiliées. L'institutionnalisation du système a résulté dans la diffusion et l'expansion du mouvement coopératif, notamment dans le secteur agricole. Selon Pinho (1982), en 1970, il y avait 1160 coopératives agricoles enregistrées dans le pays, comptant 759 133 membres; déjà en 1980, le nombre de coopératives passe à 1480 et celui des membres à 1 718 145.

Un autre phénomène de grande importance pour le renforcement de la société civile et, principalement de l'économie sociale, fut la prolifération des ONG. Ces organisations, créées ou appuyées par des techniciens possédant une formation universitaire, agissaient (et agissent encore) comme des entités intermédiaires entre les agences étrangères de coopération internationale et les groupes ou les communautés qui appartiennent à la sphère de la société civile. Les agences de coopération internationale avaient besoin de partenaires locaux, capables d'élaborer des projets et d'accompagner leur exécution. Elles ont donc été d'importants bailleurs de fonds et ont ainsi permis la création de plusieurs ONG à l'échelle nationale. Il est important de rappeler que ces ONG entretiennent à l'origine une relation forte avec l'Église catholique (surtout sa faction de gauche) et les mouvements sociaux naissants. Elles agissent dans la majorité des cas comme des centres d'assistance et d'appui aux mouvements populaires. Pour Landim (2002), la légitimité des agents et des organisations proviendra, principalement, de leurs relations avec ces groupes populaires.

Ainsi, malgré, la répression politique perpétrée par la dictature militaire, on observe paradoxalement la formation d'une base de la société civile brésilienne, caractérisée par une pluralité d'idées et de pratiques, par la multiplicité des identités collectives et par l'automobilisation et l'autocréation de groupes et de réseaux. À cette étape, le mouvement commençait à engendrer sa propre institutionnalisation, débouchant plus tard sur la fondation d'un

¹⁴ Conselho Nacional de Cooperativismo (note du traducteur).

¹⁵ Organização das Cooperativas Brasileiras (note du traducteur).

grand nombre d'organisations formelles, de même que sur l'instauration de lois ayant pour objectifs la concrétisation de l'espace public et la légitimation des idéaux du mouvement. Adoptant une vision générale, nous pouvons affirmer qu'à cette époque, le mouvement avait comme objectif l'élargissement du politique, par l'intermédiaire d'un processus de re-signification, des pratiques démocratiques. Selon Telles (1987) :

C'est sous ce « nouvel » État, qui émerge en 1964, que la société civile réapparaît comme thème de réflexion politique et intellectuelle. Non plus comme ce fut traditionnellement le cas dans la pratique et la pensée politique brésilienne, comme preuve de son impuissance, qui justifiait et exigeait l'existence d'un État protagoniste, sujet exclusif d'une action capable d'efficacité historique. Mais comme lieu de la politique, ou mieux encore, comme une alternative politique face à l'État. (Telles, 1987 : 60)

C'est dans ce contexte que se renforce et se réaménage l'économie sociale au Brésil, donnant naissance à une nouvelle et importante phase historique, notamment à partir du milieu des années 1980.

La re-démocratisation : la complexification de la société civile et la recomposition de l'économie sociale

L'année 1985 est décisive dans l'histoire récente du pays : après vingt et un ans, la dictature militaire s'effondre et les institutions démocratiques reprennent leur droit. À la suite de la période de transition, qui dura jusqu'en 1988, une nouvelle constitution fut élaborée, rétablissant ainsi les fondations légales pour l'exercice de la démocratie. Après l'adoption de la nouvelle constitution, divers mécanismes ont été créés afin de promouvoir la décentralisation de l'action gouvernementale et d'actualiser les normes juridiques afin de reconnaître des droits qui auparavant étaient niés. De plus, d'importants mécanismes de renforcement de la participation populaire ont été insérés dans la Constitution. Par exemple, les citoyens ont maintenant la possibilité de tenir des plébiscites et des référendums populaires. S'ajoutent à ces mesures, les audiences publiques et les conseils publics qui ont permis la participation de la société civile à divers niveaux dans la fédération (municipal, provincial et fédéral), ainsi que dans l'implantation et l'évaluation des politiques publiques dans les secteurs de la santé, de l'éducation, de l'agriculture, de l'enfance et de l'adolescence.

Il faut rappeler que l'adoption de ces mécanismes dans la Constitution a été le résultat de la forte mobilisation sociale et politique de l'époque, initiée par le mouvement des « Diretas Já », qui joua un rôle très important dans la chute du régime autoritaire. Par la suite, cette pression des mouvements sociaux, comme le Mouvement des sans terre (MST) et le mouvement syndical, va également permettre la création d'importants programmes et politiques publiques appuyés par la participation de la société civile, comme c'est le cas des politiques de renforcement de l'agriculture familiale (PRONAF) et du programme de réforme agraire.

Sans entrer dans les détails du processus de décentralisation initié par la Constitution de 1988 qui, selon plusieurs analystes (Nogueira, 2005), n'a pas été pleinement appliqué, on peut affirmer que la re-démocratisation du pays a eu un impact substantiel sur la sphère de la société civile et, conséquemment, sur le champ des organisations de l'économie sociale. L'un des impacts les plus importants fut sans doute l'intensification du processus d'institutionnalisation de la société civile. Ce processus a été caractérisé par diverses initiatives, notamment par la création de l'Association brésilienne des organisations non gouvernementales (ABONG)¹⁶, et par la reconnaissance légale des organisations de la société civile à caractère public. L'ABONG, fondée le 10 août 1991, est une association

¹⁶ Associação Brasileira de Organizações Não Governamentais (note du traducteur).

civile sans but lucratif. La création de cette entité a été un pas important pour la légitimation et la formation de l'identité des ONG au Brésil. (Landim, 1992)

En 1999, un autre processus renforce l'institutionnalisation de la société civile alors qu'on a approuvé la Loi 9.790, qui instaure la reconnaissance légale des organisations de la société civile à caractère public (OSCIP)¹⁷. Avec cette réglementation, peuvent être considérées comme OSCIP les organisations qui réalisent des activités d'assistance sociale, culturelles, de conservation du patrimoine historique et artistique, d'éducation et de santé gratuite, de protection de l'environnement, de promotion du bénévolat, et plusieurs autres encore. L'aspect essentiel de cette loi est l'établissement de partenariats entre l'État et les organisations qui ont ce statut. De cette façon, l'État financera des projets qui seront mis en œuvre par les OSCIP, encadrés par une relation contractuelle qui prendra la forme légale de Terme du Partenariat (Termo de Parceria). Cette loi a été un instrument important dans la définition des règles concernant le rapport entre l'État et la société civile, car c'est la première loi qui s'applique à ce secteur depuis les anciennes lois de l'assistance sociale. Toutefois, on peut constater que la vision qui prévaut dans l'esprit de la loi est de concevoir ces organisations comme des « compléments » à l'action de l'État, sans considérer leur rôle politique. Quelques années plus tard, sous l'administration du président Lula, la Loi 9.970 a perdu de sa vigueur et a désormais un impact réduit sur le plan national (nous traiterons de ces aspects lorsque nous aborderons les politiques publiques).

À partir des années 1990, l'émergence d'un « nouveau mouvement associatif et coopératif » peut être considérée comme un autre phénomène important. Ce nouveau mouvement a été initié, d'un côté par la démocratisation et par le fort dynamisme de la société civile et, d'un autre côté, par des programmes gouvernementaux comme le Programme communauté solidaire (PCS) et le Programme national d'incubateurs de coopératives (PRONINC)¹⁸, que nous aborderons plus en détail un peu plus loin. Ces nouvelles associations et coopératives, la majorité d'entre elles comportant des activités économiques, sont venues se joindre aux autres ONG déjà existantes. Ces nouvelles organisations soulèvent des questions et des thématiques qui étaient peu présentes auparavant sur la scène publique, en particulier l'importance des dimensions économique et organisationnelle qui étaient plutôt niées dans l'histoire du mouvement associatif.

Parallèlement, on observe également l'avancée de la professionnalisation et le changement du rôle des plus anciennes ONG. Celles-ci deviennent de plus en plus indépendantes par rapport aux mouvements sociaux et à l'Église, qui ont été des partenaires centraux à l'origine. Les ONG sont devenues, au moins dans le discours, des acteurs plus autonomes, ce qui s'accompagne d'une perte de force de la dimension politique de leur discours et de leurs actions (Chaves Teixeira, 2003; Nogueira, 2005). La logique technique et la rationalité instrumentale imprègnent chaque fois plus la gestion et le fonctionnement général de ces organisations qui doivent répondre aux exigences de leurs bailleurs de fonds et des autres acteurs avec lesquels elles interagissent. Ces derniers exigent de mettre l'accent sur les résultats et les impacts concrets du travail des ONG, ainsi que sur la transparence et l'imputabilité des ONG dans leurs activités.

D'un autre côté, les altérations à la dynamique géopolitique internationale, par exemple, la réforme des pays de l'Est européen et la situation difficile des pays africains, ont changé la direction des ressources de la coopération internationale, engendrant une diminution graduelle du financement accordé aux ONG brésiliennes. Ces facteurs ont eu un impact sur la survie des ONG les plus anciennes : leur financement proviendra désormais plus fréquemment de fonds nationaux et, plus spécifiquement, de l'État. D'une posture de rupture en relation à l'État à

¹⁷ Organização da Sociedade Civil de Interesse Público (note du traducteur).

¹⁸ Programa Comunidade Solidária et Programa Nacional de Incubadoras de Cooperativas (note du traducteur).

L'origine, elles agissent de plus en plus comme agents de mise en oeuvre des politiques publiques, ce qui va modifier significativement leur rôle. De plus, on note également une augmentation considérable du nombre de réseaux entre ces organisations. Ces réseaux permettent que les organisations aient un impact au-delà de la sphère locale, devenant ainsi un acteur plus actif dans la conception de politiques à portée plus générales. En bref, on peut dire que l'univers d'action des ONG s'amplifie considérablement et qu'elles commencent à intervenir sur d'autres terrains comme celui de l'économie (à partir de la vente directe de services et produits ou encore de l'appui à des activités économiques promues par leurs membres) ou celui des politiques publiques, ce qui va imposer de nouveaux enjeux à ces organisations.

Un autre aspect à retenir dans la reconfiguration de l'économie sociale brésilienne lors de la dernière décennie est l'implication croissante du secteur privé dans le domaine des questions sociales. La grave situation sociale au Brésil – un pays qui possède une économie parmi les vingt plus importantes au monde, mais avec l'une des pires redistributions des revenus de la planète – a semblé avoir sensibilisé une partie significative des entrepreneurs, qui ont commencé à investir dans des projets sociaux. Dans ce mouvement, on note une adoption croissante de pratiques comme le bénévolat corporatif et la coopération avec des organisations de l'économie sociale en vue de partager les bénéfices des entreprises avec les couches plus défavorisées de la population; pratiques qui étaient jusqu'ici relativement rares dans le secteur privé.

Dans sa dimension institutionnelle, ce mouvement a engendré la création de fondations et d'instituts par de grandes entreprises afin de développer des projets sociaux, de même que la constitution d'organismes de représentation, ayant un rayonnement national et international comme le Groupe des instituts, fondations et entreprises (GIFE)¹⁹ et l'Institut Ethos des entreprises et responsabilité sociale²⁰. Le GIFE est une entité sans but lucratif de nature associative, créé en 1995 par 25 organisations appartenant à de grands groupes économiques privés qui réalisaient déjà des investissements dans le secteur social au Brésil. Quant à lui, l'Institut Ethos a été fondé en 1998 par un groupe d'entrepreneurs et de chefs de direction du secteur privé avec comme objectif l'approfondissement des engagements de leurs entreprises en ce qui concerne la responsabilité sociale entrepreneuriale. Ces organisations jouent un rôle très important concernant certains aspects de l'économie sociale au Brésil, comme nous le verrons un peu plus loin.

Une fois que la société civile au pays se trouve dans un processus de recomposition, de nouveaux acteurs émergent sur la scène politique, se lançant dans l'espace public, créant des alliances et promouvant de nouveaux agencements pour l'action collective. En ce moment, on note une intense dynamique dans l'espace public, particulièrement sur le terrain où agissent les organisations de l'économie sociale. Dans ce contexte, avec une nouvelle architecture sur la scène nationale et internationale, un appareil légal en transformation et de nouveaux acteurs dans l'arène institutionnelle, la complexité du champ de la praxis de l'économie sociale est en constante croissance. Ainsi, les nouveaux défis et les nouvelles perspectives qui se présentent pour les acteurs de l'économie sociale se reflètent dans les études qui composent un champ scientifique en formation, qui n'est pas moins complexe, ni moins hétérogène que le champ de la praxis de l'économie sociale.

¹⁹ Grupo de Institutos Fundações e Empresas.

²⁰ Instituto Ethos de Empresas e Responsabilidade Social.

CHAPITRE II : LES VISIONS DE L'ÉCONOMIE SOCIALE : COMPLÉMENTARITÉS ET DÉBATS DANS LE CHAMP SCIENTIFIQUE

À l'exception des ouvrages sur les coopératives, la production scientifique portant sur l'économie sociale au Brésil, est relativement récente. Elle est tributaire du contexte sociohistorique qui caractérise le renouvellement et la reconfiguration de l'économie sociale, en fonction du retour à la démocratie. Ce contexte a servi de toile de fond pour la production d'idées articulées et systématisées dans des concepts qui visent à inscrire de nouvelles significations dans le champ de l'économie sociale. En observant la production scientifique de plus près, on s'aperçoit que l'expression « économie sociale » n'est pas communément employée au Brésil, comme c'est le cas dans plusieurs pays européens. Cependant, la quantité d'ouvrages qui abordent les initiatives de la société civile dans le domaine socioéconomique ne cesse de croître.

Les études sur le mouvement coopératif

Il s'agit de la production théorique la plus ancienne dans le champ de l'économie sociale au Brésil, reflétant au fil du temps, les mutations qui ont marqué le mouvement coopératif au pays. Parmi les divers courants théoriques sur le mouvement coopératif, nous aimerions attirer l'attention sur deux d'entre eux, en raison de la forte influence qu'ils ont eue sur la pensée coopérative au Brésil : la doctrine coopérative d'inspiration rochdalienne et le courant de la rationalité économique et administrative.

Dans les faits, le corpus de la doctrine coopérative est composé de plusieurs axes, tous ayant pour fondement les principes établis par les pionniers de Rochdale. La systématisation des idées de Rochdale élaborée par Charles Gide, la contribution de l'Alliance coopérative internationale (ACI) et le contenu idéologique des instruments des coopératives (de consommation, de production et de crédit), constituent les axes principaux de ce corpus (Pinho, 1982). De la période initiale du mouvement coopératif au Brésil (fin du 19^e siècle) jusqu'aux années 1970, c'est assurément la pensée issue de la doctrine rochdalienne qui a prédominé. Parmi les principaux thèmes abordés par les auteurs brésiliens, on retrouve : la reconstitution historique du mouvement coopératif national et de ses diverses tendances (Pinho, 1982; Schneider et Lauschner, 1982; Moura, 1973), l'analyse de la législation des coopératives et de la relation entre les coopératives et l'État (Marques Pinho, 1973; Bulgarelli, 1973), la doctrine coopérative et le développement économique (Pinho, 1962; 1973), la philosophie sociale du mouvement coopératif (Klaes, 1982) et le comportement et le dilemme de « l'homme coopératif » (Pinho, 1977).

À partir des années 1970, le courant pragmatique de la rationalité économique et administrative dans le domaine des coopératives arrive au Brésil, exerçant une forte influence jusqu'à ce jour. Présentant une critique de ce courant, Pinho (1982) affirme que le coopératisme sans Rochdale, c'est-à-dire prenant ses distances face à tout contenu doctrinaire, se montre inadapté face aux enjeux auxquels sont actuellement confrontées les coopératives. Selon l'auteure, à partir de cette période, on voit nettement que la priorité est accordée à l'aspect managérial dans la majorité des coopératives brésiliennes. Ce courant de travaux inaugure et occupe des espaces significatifs dans la production théorique portant sur le coopératisme. Un exemple de cela fut la réalisation, en juillet 2005, du 43^e Congrès de l'une des plus anciennes associations scientifiques brésiliennes : la Société brésilienne d'économie et de sociologie rurale (SOBER). Le thème de ce congrès était « Institutions, efficacité, gestion et contrats dans le système agroindustriel ». De plus, on constate qu'approximativement 75 % des travaux présentés dans le champ du coopératisme peuvent s'insérer dans ce courant, abordant des thèmes comme les stratégies d'agrobusiness, la

gestion du marketing, l'efficacité, l'analyse de la création de la valeur, le diagnostic des technologies de l'information et la participation dans la balance commerciale nationale.

Diva Pinho identifie également la tentative de construction d'un « nouveau coopératisme », qui serait tourné vers la réalité socioéconomique, politique et culturelle brésilienne. Cette tendance pourrait s'interpréter comme une sorte de synthèse des deux courants présentés plus haut, en insistant sur « les coopératives comme entreprises efficaces, tout en préservant les principes de gestion démocratique » (Pinho, 1982 : 152). Un bon exemple de ce type d'études est l'ouvrage de Bialoskorski (2003), qui aborde le thème de l'identité coopérative pour le nouveau millénaire à la lumière de l'environnement institutionnel brésilien. L'auteur défend « une nouvelle législation dans le domaine des coopératives, qui substituerait l'ancienne Loi 5.764 et qui pourrait promouvoir une forme flexible d'organisation, de capitalisation et de certification des démarches coopératives. Suivant l'exemple d'autres pays, le Brésil se doit de développer un politique cohérente d'économie sociale qui promeuve l'organisation *not-for-profit*²¹ d'objectifs économiques » (Bialoskorski, 2003 :38). Donnant suite à ces recommandations, Bialoskorski suggère la création d'une agence ou d'un conseil national d'économie sociale afin de stimuler les organisations économiques sans but lucratif. Ensuite, l'auteur examine les tendances et les formes de coopération au 21^e siècle, en passant par les réseaux, les coopératives virtuelles, les fusions de coopératives et termine, de manière véhémement, en affirmant « Qu'il est intéressant de noter également que l'identité coopérative pour le nouveau millénaire n'est rien de moins que l'essence du coopératisme des pionniers de Rochdale, où étaient premières et statutaires les prémisses de l'éducation, de la fidélité et de l'éthique des contrats, la nécessité de la formation de réseaux entre les coopératives de différents domaines d'activités et l'internationalisation du mouvement ». (Bialoskorski, 2003 :47)

En raison, à la fois de la tradition et de l'importance économique des coopératives dans l'économie brésilienne, on peut espérer que la production scientifique dans ce champ continue à s'élargir, intensifiant le débat entre ces deux courants internes et augmentant ainsi la richesse des études sur l'économie sociale au Brésil.

Le courant du tiers secteur

Orienté vers l'étude des organisations sans but lucratif visant la promotion du bien public, le courant du tiers secteur est un des plus influents au Brésil. Dans les travaux qui composent ce champ, le terme de tiers secteur est employé dans le même sens qu'on l'utilise originellement dans les pays anglo-saxons, c'est-à-dire, comme référence à un ensemble d'organisations qui oeuvrent dans la sphère publique et qui n'appartiennent pas à l'appareil bureaucratique de l'État, ni au secteur des entreprises privées et des institutions qui intègrent l'économie de marché. On peut donc inclure dans la définition de tiers secteur un vaste ensemble d'organisations qui vont des ONG, en passant par les fondations et les institutions entrepreneuriales, les entités philanthropiques, les organisations populaires provenant des communautés, les organismes internationaux de coopération, et plusieurs autres types d'organisations.

Selon Fernandes, « le tiers secteur est composé d'organisations sans but lucratif, créées et maintenues par une insistance sur la participation volontaire, dans un espace non gouvernemental, fournissant une continuité aux pratiques traditionnelles de charité, de philanthropie et de mécénat et, élargissant sa philosophie vers d'autres domaines, grâce surtout à l'incorporation du concept de citoyenneté et de ses multiples manifestations dans la société civile » (Fernandes, 1997 : 27). Fernandes reconnaît la diversité des organisations qui pourraient être

²¹ En anglais dans le texte original.

incluses dans cette définition, cependant il justifie l'adoption de cette définition en fournissant quatre raisons qui caractérisent la pratique de ces organisations :

- Elles font contrepoids aux actions de l'État : les biens et services publics ne résultent pas seulement de l'action de l'État, mais aussi d'initiatives privées;
- Elles font contrepoids aux actions du marché : elles ouvrent le champ des intérêts collectifs pour l'initiative individuelle, rompant ainsi la dichotomie entre le public et le privé;
- Elles donnent sens et légitimité à ses propres initiatives (philanthropie, bénévolat, etc.) comparativement à l'État et au marché;
- Elles projettent une vision intégrée de la vie publique : les organisations s'insèrent dans le champ institutionnel en étant complémentaires à l'État et au marché, de là, le nom de tiers secteur.

Le caractère complémentaire attribué au tiers secteur est l'un des traits les plus évidents de ce courant. Contrairement au courant « néomarxiste », par exemple, la nature politique de l'action collective dans le champ de l'économie est neutralisée et, de cette manière, il reste peu d'espace pour les antagonismes et le conflit : « résistances et préjugés, fruit d'une histoire passée de conflit et d'opposition entre un État autoritaire et une société civile dénonciatrice et revendicatrice, doivent être surmontés » (Cardoso, 1997 :10). Dans ce sens, l'action collective sous l'égide du tiers secteur paraît remplacer la perspective du changement social par la perspective de la prétendue efficacité opérationnelle de ses organisations :

La grande contribution fournie par le tiers secteur est la recherche et l'expérimentation, encore à petite échelle, de solutions innovatrices pour les problèmes qu'il se propose d'affronter. [...] Les organisations de la société civile ont acquis une compétence dans la manière de se rattacher et d'intervenir avec des groupes sociaux spécifiques. [...] C'est cette efficacité que le gouvernement doit apprendre, de là l'importance de cette interaction entre des acteurs différents ». (Cardoso, 1997 :11)

L'influence des auteurs américains liés aux travaux portant sur le « *nonprofit sector* » est frappante dans ce courant. Il ne s'agit point ici de faire une exégèse des travaux du *nonprofit sector*. Nous aimerions plutôt rappeler l'influence que ces travaux exercent sur le courant brésilien du tiers secteur. Le parallélisme entre les deux approches accentue le caractère de complémentarité du tiers secteur face au marché et à l'État. Le renforcement « politique » du tiers secteur est abordé selon une optique nettement fonctionnaliste, dans le sens que cette complémentarité du tiers secteur aurait une conséquence opérationnelle directe, car son effet est vu comme une forme de compensation pour les failles d'un système excessivement centré sur l'économie de marché. Dans ce sens, les idées de Jeremy Rifkin ont eu une grande influence pour ce courant au Brésil en prônant l'absorption des chômeurs de l'économie de marché par les organisations d'un tiers secteur renforcé. Rifkin, dans une publication avec des auteurs brésiliens, affirme que « le succès du marché et du gouvernement démocratique va dépendre, en dernière instance, du succès du secteur civil. Si le secteur civil est fort et politiquement actif, le marché fleurira dans le prochain siècle ». (Rifkin, 1997 : 23)

La collaboration étroite entre les principaux auteurs brésiliens du courant du tiers secteur et les chercheurs de l'Université Johns Hopkins reflète le parallélisme théorique entre les deux courants. Dans la même publication dont fait partie le texte de Rifkin cité plus haut, Lester Salamon (1997), alors directeur du Johns Hopkins Institute for Policy Studies, présente trois facettes du tiers secteur, avec l'intention de « fournir une compréhension claire de ce qu'est le tiers secteur et de ce qu'il n'est pas. » La première facette désigne le tiers secteur comme idée :

considérée comme la dimension cruciale, elle renvoie à la question des valeurs. Même si elles sont multiples, les valeurs représenteraient une tendance commune dans la grande diversité qui caractérise les organisations du tiers secteur; elles incluent l'altruisme, la compassion, la sensibilité pour les nécessiteux et l'engagement pour le droit à la libre expression. Sous-jacentes à ces valeurs, il y aurait deux idées fondamentales : l'initiative individuelle en vue du bien public et la possibilité d'agir de manière autonome afin d'engendrer le bien-être général. Néanmoins, au-dessus de cette valeur d'initiative individuelle se trouverait la valeur de solidarité, mettant ici l'accent sur l'action bénévole. Donc, selon l'auteur, « le tiers secteur est, en premier lieu, un ensemble d'institutions qui incarnent les valeurs de solidarité et les valeurs de l'initiative personnelle en vue du bien public » (Salamon, 1997 : 92). La deuxième facette conçoit le tiers secteur comme une réalité, c'est-à-dire la constatation de l'existence d'un immense réseau d'organisations concrètes qui incarnent les valeurs mentionnées plus haut. Salamon reconnaît que même si ce secteur constitue une grande force économique, il est sous-estimé par les systèmes de données utilisés pour présenter le portrait statistique de la structure et de la composition de nos économies. La question de la diversité interne serait également en lien avec la deuxième facette : « ne disposant pas d'un concept unificateur, le tout paraît plus petit que les parties constituantes. Le résultat est que le tiers secteur est demeuré étrangement invisible comme réalité, même s'il attire toujours plus l'attention en tant qu'« idée » » (Salamon, 1997 : 93). La troisième facette renvoie à la dimension « idéologique », qui est perçue négativement par l'auteur : quatre mythes seraient attribués au tiers secteur et Salamon tente de les éliminer. Le mythe de l'incompétence présente le secteur comme un royaume de l'amateurisme et « d'agitateurs irresponsables »; le mythe du volontarisme prône que les organisations devraient s'appuyer uniquement sur la notion de l'action volontaire non rémunérée; le mythe de la pure vertu serait fondé sur la notion que les organisations bénévoles sont par nature des instruments avec des intentions essentiellement publiques, responsables des couches nécessiteuses et obéissantes aux normes démocratiques; et finalement, le mythe de « l'Immaculée Conception » qui réside dans la notion que la philanthropie et le bénévolat constituent des phénomènes nouveaux et que, conséquemment, la construction d'un secteur social civil pourrait se faire en sol vierge et adopter des modèles externes sans problèmes.

Il est important de rappeler qu'un des thèmes les plus abordés par les auteurs du courant du tiers secteur est celui de l'action volontaire, ce qui le différencie beaucoup du courant « néomarxiste » et des études sur le coopératisme. Curieusement, Landim et Scalon (2000) affirment que l'apparition de ce thème dans l'espace public s'est faite sans presque aucune participation du milieu académique. Il serait situé à la frontière entre les institutions privées de l'action sociale, quelques agences gouvernementales et les groupes du secteur privé, ces derniers étant liés au champ de « l'investissement social des entreprises ». Les auteurs justifient que ce débat tardif émerge en raison de la fonctionnalité que ces pratiques peuvent acquérir à la suite des néolibéraux de démantèlement des politiques sociales et de la recrudescence de l'exclusion sociale.

Ainsi, est entretenue l'imprécision du concept de tiers secteur, élaboré selon une logique négative - le tiers secteur serait composé de toutes les organisations que ne sont ni gouvernementales, ni privées avec un but lucratif - et fortement inspirée de l'idéologie néolibérale nord-américaine que l'on retrouve dans les travaux sur le *nonprofit sector*; ce courant idéalisant une certaine harmonie de l'interaction entre les organisations de l'économie sociale. Cette interaction se caractérise par l'établissement de partenariats opérationnels, dans une relation de complémentarité fonctionnelle avec l'État qui fournit des services visant le bien commun, et le secteur privé, colmatant les fissures créées par la crise du capitalisme contemporain. De cette manière, le contenu politique et le potentiel de changement institutionnel qui pourraient accompagner l'affirmation de la société civile organisée (par sa différenciation avec l'État et le secteur privé) sont subtilement niés, renforçant l'idée d'un tiers secteur effectivement perçu à la remorque des deux premiers.

Les études interdisciplinaires sur la société civile organisée

Dans cet ensemble, nous incluons diverses études interdisciplinaires qui tentent de rendre compte du processus de constitution de la société civile au Brésil et de ses répercussions directes ou indirectes sur l'économie sociale. Dans les faits, nous n'attribuerons pas l'appellation de « courant » à cet ensemble de travaux en raison de sa pluralité interne, principalement en ce qui concerne les points de vue à partir desquels les analyses sont effectuées. Sans omettre la pluralité observée, certains traits communs peuvent être identifiés pour ces travaux :

- L'adoption du concept de société civile comme une sphère semi-autonome face à l'État et au marché et, en même temps, en constante relation avec ces derniers;
- La reconnaissance que la société civile et ses organisations constituent un champ marqué par la complexité et qui, conséquemment, requiert pour leur analyse une approche interdisciplinaire;
- Un intérêt pour l'examen des aspects sociaux, économiques et politiques présents dans la nature et dans l'action des organisations de la société civile, cherchant à comprendre sa contribution pour l'avancement de la démocratie, l'élargissement de la cohésion sociale et le renforcement d'une économie plurielle, mais aussi à identifier ses limites et ses contradictions.

Ces traits peuvent se présenter à des degrés divers d'une étude à l'autre, selon le point de vue que l'auteur adopte afin d'analyser le phénomène de même que selon l'objectif de l'analyse. Nous tenterons donc de donner des exemples de certaines de ces études en présentant les principaux thèmes analysés.

Un premier thème, très présent dans ce domaine de l'étude, se concentre sur le *fonctionnement des organisations de la société civile* qui émergent à partir du mouvement de renouvellement de l'économie sociale. Dans ce sens, il est important de se rappeler que déjà en 1986, au Département d'administration générale de l'École d'administration des entreprises de la Fondation Getúlio Vargas (EAESP), a été formé un Comité d'études²² sur les organisations appelées à l'époque « alternatives ». Furent alors réalisés des travaux (Garcia, 1986, 1987a, 1987b) et débattus les thèmes de la classification et de la gestion des organisations « alternatives », sous un angle qualitatif et en se fondant sur les travaux de Guerreiro Ramos (1965, 1989, 1983, 1986).

S'inspirant de ces ouvrages précurseurs dans le champ de la théorie des organisations, d'autres travaux ont été élaborés par les membres de ce comité d'études et par d'autres auteurs. Parmi eux se distinguent les études portant sur la rationalité dans les organisations (Serva, 1993, 1996, 1997a, 1997b, 1997c), sur la gestion dans les organisations de l'économie solidaire (Andion, 1998, 2005). Sans entrer dans une analyse approfondie de la spécificité de chacune de ces approches, on peut retenir comme point commun l'idée que les organisations de la société civile, même si elles représentent un ensemble hétérogène et complexe, ont une nature propre qui reflète le contexte sociohistorique et culturel dans lequel elles s'insèrent. Ces caractéristiques les situent entre les sphères politique, sociale et économique et influencent la dynamique de leur gestion, les rendant uniques; avec des défis, des caractéristiques et des dilemmes qui leur sont propres, et distincts de ceux des organisations publiques et privées. Comme le souligne Andion :

²² Participaient au Comité d'études sur les organisations alternatives les professeurs titulaires Ramon Garcia et Peter Spink, le professeur non titulaire et étudiant à la maîtrise Mauricio Serva, en plus des étudiants Miguel Añez (doctorat) et Flávio Vasconcelos (maîtrise).

Les organisations de l'économie solidaire sont des espaces où diverses logiques se confrontent de manière permanente, par l'entremise d'une dynamique génératrice d'identité. C'est principalement dans la sphère de la gestion que la confrontation de ces logiques est gérée, avec pour objectif l'adoption d'une vision et d'actions communes. La gestion quotidienne est tellement complexe et dynamique, tout comme la nature spécifique de ces organisations, car elle est composée par une série de défis et de questions singulières qui ne peuvent plus être négligés, ni par les professionnels qui travaillent dans ces organisations, ni par les théories qui abordent cette thématique. » (Andion, 2005 :98)

Le second thème concerne l'effort qui a été fait afin d'établir *des typologies conceptuelles dans le champ des organisations de la société civile*. Divers chercheurs ont abordé ce thème, principalement en raison de l'imprécision conceptuelle dont sont en bonne partie responsables les auteurs du courant du tiers secteur. Dans cette voie, Landim (2002) s'intéresse à l'étude de la formation des ONG et à leur transformation au fil du temps, mettant l'emphase sur les changements dans leur rôle. Elle démontre que les ONG se définissent comme telles, au fil du temps et dans diverses situations, par leurs rapports avec d'autres organisations desquelles elles se distinguent et, selon les dynamiques dans lesquelles elles sont impliquées. Ainsi, l'auteure affirme que la relation avec les mouvements sociaux fut un phénomène important dans la formation des premières ONG. Teixeira (2003) complète cette approche et démontre que le monde des ONG est hétérogène et formé de multiples trajectoires. Selon cette auteure, les organisations liées aux mouvements sociaux ne sont pas les seules à se retrouver dans ce champ, mais il existe également des ONG plus récentes qui émergent dans les années 1990 et qui impulsent de nouvelles thématiques, tout comme les fondations entrepreneuriales orientées vers le social et les entités qualifiées de philanthropiques.

Andion (1998, 2005) affirme, que dans la définition de tiers secteur, s'insèrent des organisations qui possèdent des caractéristiques, des rôles et des formes institutionnelles totalement différentes, ce qui nous amène à nous demander si de telles organisations peuvent être réunies dans un même groupe. En s'inspirant des travaux de Polanyi et de Jürgen Habermas, l'auteure propose de classer en trois groupes les organisations qui oeuvrent dans l'espace situé aux frontières du social, de la politique et de l'économie. Dans le premier groupe, que l'auteure nomme *économie sociale*, on retrouve les organisations qui ont une forme de régulation qui s'appuie sur l'échange marchand. Ces organisations ont pour fonction la production de biens et services, qui visent à répondre aux nécessités de leurs membres tout en ne s'appropriant pas les gains résultants de ces activités comme c'est le cas, par exemple, des coopératives (anciennes et nouvelles) et des mutuelles de crédit. Le deuxième groupe reçoit l'appellation de *commanditaires*, où se regroupent les instituts et les fondations entrepreneuriales de même que les ONG internationales. Ces organisations ont comme principe de régulation la redistribution des ressources, publiques ou privées, et visent l'amélioration de conditions socioéconomiques et environnementales. Dans le troisième groupe, on retrouve les organisations créées à partir de la *mobilisation de la société civile* qui ne possèdent pas de but lucratif et dans lesquelles la réciprocité joue un rôle important en tant que forme de régulation, et ce, même s'il existe dans ces organisations des activités économiques. On retrouve dans ce groupe les organisations de l'économie solidaire (associations communautaires, organisations bénévoles, ONG d'action directe, etc.) et les organisations philanthropiques.

En raison de la diversité des typologies présentées, on peut se rendre compte qu'il n'existe pas de consensus à propos de l'univers des organisations qui agissent dans la frontière entre l'économie et la promotion du bien public. Ce que l'on retrouve de commun est que cet univers est passablement hétérogène et complexe et qu'il inclut des organisations qui possèdent des caractéristiques, des fonctions et des formes juridiques bien distinctes.

Le troisième thème que nous distinguerons dans l'ensemble des études mentionnées est celui de *la relation des organisations de la société civile avec l'État*. Dans cette perspective, on retient le travail de Dagnino (2002),

provenant de la recherche réalisée en 1999 et 2000, dans le cadre du projet international intitulé *Civil Society and Governance*²³. Selon l'auteure, « le modèle autoritaire de l'État brésilien demeure inchangé et résistant aux poussées participatives » (Dagnino, 2002 : 279). Il est clair dans cette étude que la tradition clientéliste et paternaliste de l'État et des partis politiques est encore présente dans la réalité brésilienne et, conséquemment, cela se reflète dans la relation avec les organisations de la société civile. L'auteure conclut en montrant que les relations qui s'établissent entre la société civile et l'État sont toujours imprégnées par le conflit et que ces tensions seront plus ou moins grandes selon le degré de coopération entre les différents acteurs. Selon elle, cet aspect est l'une des innovations importantes promues par le phénomène : « Les espaces de formulation des politiques qui comptent sur la participation de la société civile, non seulement sont marqués par le conflit, mais ils représentent également une avancée démocratique, principalement dans la manière qu'ils rendent public le conflit et qu'ils offrent des méthodes et l'espace pour qu'il soit traité publiquement » (Dagnino, 2002 : 300). La nature des conflits renvoie à la part effective du pouvoir de chacun; cela constitue généralement le cœur de la dispute. Pour Dagnino, les mécanismes qui bloquaient la coopération ne sont pas seulement d'ordre politique, mais renvoient également aux différentes logiques d'action des deux sphères.

Serva (1997) fait cette même constatation quand il identifie une série de défis inhérents à cette « interface » entre la société civile et l'État : la différence des rationalités prédominantes dans les organisations, les visions distinctes concernant la signification et l'orientation du développement, les formes de représentation politique, en plus de la gestion des organisations et du partenariat en tant que tel. L'auteur présente trois scénarios futurs qui pourront servir de référence pour l'accompagnement du développement de ces partenariats complexes : le partenariat ponctuel, le partenariat dirigé par l'État et le partenariat basé sur la mutation politique et culturelle. Dans le partenariat ponctuel, les acteurs sociaux sont appelés à participer à la mise en œuvre de politiques publiques dans certains secteurs choisis par l'État. Le partenariat dirigé par l'État est marqué par un élargissement de la participation des acteurs sociaux, mais les politiques publiques sont conçues uniquement par l'État. Le dernier type de partenariat est caractérisé par la participation des acteurs sociaux à l'élaboration ainsi qu'à la mise en œuvre de politiques publiques.

Traitant spécifiquement des types de relations qui s'établissent entre les ONG et l'État, Chaves Texeira (2002) démontre que ces relations sont multiples et impliquent des réactions distinctes qui vont du refus d'établir un rapport avec l'État, jusqu'à une relation de soumission et de cooptation par celui-ci. Abordant la position des ONG, elle signale que « quelques-unes vivent des dilemmes cruciaux, et ne savent pas se positionner, pendant que d'autres ne se laissent pas atteindre par ces dilemmes et n'ont pas de doutes quant à leur rôle, ou quant à leur capacité de réaction » (Texeira, 2002 : 185). L'auteure conclut en disant qu'il n'est pas encore possible d'affirmer que ces expériences vont réussir à altérer radicalement la logique dominante, tant dans l'État que dans la société, mais, sans aucun doute, elles peuvent contribuer au renforcement de la démocratie.

Finalement, un quatrième thème fait référence à *la formation de réseaux d'organisations de la société civile*. Selon Scherer-Warren (1996), la formation de réseaux d'organisations (*network organisations*²⁴) est un phénomène important à partir des années 1990 dans la société civile brésilienne. Son hypothèse est que par l'entremise de l'articulation entre les organisations et les acteurs politiques et, avec la création subséquente de réseaux, se constitue un mouvement social dans le sens donné à ce terme par Alain Tourraine. L'auteure identifie quelques

²³ Projet réalisé dans 22 pays sous la coordination de l'Institute of Development Studies (IDS), de l'Université Sussex et financé par la Fondation Ford.

²⁴ En anglais dans le texte. (Note du traducteur).

caractéristiques de ces réseaux : l'articulation entre les mouvements sociaux et culturels, la transnationalité, le pluralisme organisationnel et idéologique et l'action dans les champs culturel et politique (Scherer-Warren, 1996).

En résumé, on peut noter que les études sur les organisations de la société civile soulèvent la question du pluralisme d'une « nouvelle économie sociale brésilienne ». La dimension sociopolitique est centrale dans l'analyse que nous offrent ces travaux : les organisations sont observées comme espaces publics, où différentes expressions et rationalités coexistent et négocient entre elles, avec la particularité d'avoir un objectif à la fois socioéconomique et politique. D'un autre côté, il y a une nouvelle délimitation des sphères économiques et sociales dans une perspective de l'économie plurielle, dans laquelle d'autres composantes que l'économie marchande internationalisée sont considérées, par exemple, une économie marchande territorialisée, des économies non marchandes et non monétaires, tout comme une économie solidaire fondée sur l'hybridation des principes de marché, de redistribution et de réciprocité (Laville et Sansaulieu, 1997).

Le courant « néomarxiste »

Ce courant emploie le concept d'économie solidaire pour désigner son champ d'études, bien que ce concept ait une signification fort différente de celle qu'on lui accorde en France, notamment chez Jean-Louis Laville et Bernard Emé. Pour les auteurs du courant « néomarxiste » brésilien, l'économie solidaire constitue un mode de production distinct de celui du capitalisme.

Singer situe les origines de l'économie solidaire dans la période d'émergence du capitalisme quand il affirme « qu'elle fut inventée par des travailleurs, aux débuts du capitalisme industriel, comme réponse à la pauvreté et au chômage résultant de la diffusion « déréglementée » des machines-outils et du moteur à vapeur au 19^e siècle (Singer, 2002 : 83). Conséquemment, l'auteur considère le mouvement actuel comme une « récente résurrection de l'économie solidaire au Brésil ». Indépendamment du fait qu'elle se manifeste comme une résurrection, « l'économie solidaire constitue un mode de production qui, aux côtés d'autres modes de production - le mode de production capitaliste, la petite production de marchandise, la production étatique de biens et services, la production privée sans but lucratif - compose la réalité sociale capitaliste, parce que le capitalisme n'est pas seulement le plus important mode de production, mais il définit également la superstructure légale et institutionnelle selon ses valeurs et ses intérêts (Singer, 2002 : 86). Singer fait remarquer que l'arme de ceux qui ne possèdent pas de capital est la solidarité et, ainsi, l'économie solidaire est définie comme un ensemble composé de différents types « d'entreprises » qui émergent comme des réactions aux carences que le système dominant refuse de résoudre : « La plus importante de ces carences est, sans aucun doute, la pauvreté qui, règle générale, découle du manque d'opportunité de participer au processus de la production sociale ». (Singer, 2001 : 105)

Lisboa (2005 :115) approfondit cette description en affirmant que « la socio-économie solidaire constitue un nouveau mode de production, car il s'agit de nouvelles relations tant dans la production que dans la répartition des surplus. » L'auteur insiste dans la distinction entre ce qu'il nomme économie solidaire face à d'autres courants : « Nous ne faisons pas référence à un secteur non marchand et non monétaire comme l'économie du don. Nous ne parlons pas non plus d'un secteur non lucratif, comme le tiers secteur. (Lisboa, 2005 : 19). Contrairement au culte du passé qui transparaît dans les écrits de Singer, Lisboa situe le phénomène dans un prisme essentiellement contemporain : « Selon la perspective de la socio-économie solidaire, il est fondamental de percevoir que celle-ci est promue par les nouvelles technologies et par l'affirmation croissante d'une société en réseaux » (Lisboa, 2005 : 111). L'auteur ne fournit toutefois pas les preuves de telles avancées technologiques dans le champ concret des organisations de l'économie solidaire.

La récupération de notions et de concepts marxistes qui sont employés pour expliquer le phénomène du « nouveau coopératisme » au Brésil, est évidente dans les travaux de ces auteurs. Comme le remarque Gaiger :

Les diverses positions observées dans le contenu autogestionnaire et coopératif des expériences de l'économie solidaire, résumées dans les typologies présentées par les chercheurs, font apparaître une situation de correspondance passablement fidèle au concept *d'entrepreneuriat économique solidaire* et à ce que nous pouvons considérer, à la lumière de la théorie marxiste, comme une nouvelle forme sociale de production : sont modifiés les principes et les fins de l'organisation économique, en même temps que sont altérées les relations des individus entre eux, en ce qui concerne les moyens de production, le procès de travail et ses résultats; une nouvelle rationalité préside l'agencement de facteurs productifs. (Gaiger, 2004 : 22)

En analysant les données d'une recherche réalisée au Brésil entre 1999 et 2003, Gaiger (2004) énumère les facteurs qui auraient rendu propice l'émergence des entrepreneuriats économiques solidaires : la présence de secteurs populaires avec une expérience dans les pratiques associatives; l'existence d'organisations et de leaders populaires légitimes; les chances favorables pour que les pratiques économiques associatives soient compatibles avec l'économie populaire des travailleurs; la présence d'entités et de groupes de médiation aptes à canaliser les demandes des travailleurs vers des alternatives associatives et autogestionnaires; et la formation d'un scénario politique et idéologique qui reconnaît la pertinence de ces demandes sociales.

Comme mode de production spécifique, l'économie solidaire apparaît également pour ce courant comme un concept qui se définit dans la lutte entre l'hétéronomie et l'autonomie de la sphère du travail. Dans ce sens, l'économie solidaire serait composée par les organisations dans lesquelles est pratiquée l'autogestion. Dans cette élaboration conceptuelle, l'autogestion représente une catégorie centrale, délimitant les principaux types d'entrepreneuriats économiques qui matérialiseraient l'économie solidaire, parmi lesquelles on retrouve les entreprises privées reprises en charge par les travailleurs, à la suite d'une faillite, et quelques coopératives populaires. En conséquence, tout le capital d'une entreprise de l'économie solidaire appartiendrait uniquement aux travailleurs et il n'y aurait pas de séparation entre travail et capital. Selon Singer, « l'économie solidaire se compose des entreprises qui pratiquent véritablement les principes du coopératisme, c'est-à-dire l'autogestion. Elle fait donc partie de l'économie coopérative ou sociale, sans toutefois se confondre avec les coopératives qui emploient des salariés » (Singer, 2002 : 86).

En fondant le concept d'économie solidaire dans l'appareil théorique marxiste, les auteurs de ce courant excluent du champ d'analyse plusieurs initiatives où l'on retrouve des formes hybrides de régulation socioéconomique, de relations de travail, de composition du capital et d'organisation du processus productif, tout comme les coopératives qui emploient de la main-d'œuvre salariée. Comme l'observe França Filho (2005 : 79-80) en citant Paul Singer, « Les coopératives n'appartiennent à l'économie solidaire que dans la mesure où elles ouvrent leurs portes aux professionnels qui y travaillent, avec le souci de favoriser leur participation ». Selon cet auteur, les coopératives qui ont une direction salariée ne peuvent pas être considérées comme faisant partie de l'économie solidaire.

Les catégories analytiques du volontariat et de la réciprocité, traitées par le courant du tiers secteur et par les études interdisciplinaires sur les organisations de la société civile, seraient aussi peu considérées dans cette définition de l'économie solidaire, dans la mesure où elles rompent avec les rapports traditionnels de travail. Un autre aspect important est la non-considération dans le débat des nombreuses initiatives économiques promues pas

les « nouveaux mouvements sociaux » comme le mouvement écologiste, féministe, de défense des droits, etc., lesquelles se retrouvent hors du dilemme capital versus travail.

Comprise en ce sens, l'économie solidaire comme expression d'une « économie sociale » serait diamétralement opposée au capitalisme dans lequel domine la logique de la concurrence, pendant que dominerait pour celle-ci la logique de la solidarité. On notera que la logique argumentative est toujours dualiste et fortement normative. On retrouve des paires de dimensions toujours antagoniques comme hétéronomie contre autonomie, hétérogestion contre autogestion, concurrence contre solidarité, capitalisme contre économie solidaire, travail rentable contre travail bénévole. Pour les auteurs de ce courant, dans l'économie solidaire, tous les acteurs doivent être égaux, les organisations doivent être gérées par les travailleurs eux-mêmes et ainsi l'exploitation serait définitivement abolie. Comme l'affirme França Filho (2005 : 77-78) :

L'objectif est d'atteindre un certain degré d'institutionnalisation afin d'avoir des effets plus larges sur l'environnement social, tout en préservant les qualités de base comme la solidarité, le travail communautaire, la coopération, la gestion démocratique ou l'autogestion.

CHAPITRE III : LES ACTEURS DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SES INSTANCES REPRÉSENTATIVES : OBJECTIFS ET STRATÉGIES

Dans cette section, nous entreprendrons une cartographie des acteurs de l'économie sociale au Brésil, mettant l'accent sur ses instances représentatives, cherchant à réaliser une enquête sous l'optique institutionnelle. Nous ne prétendons toutefois pas réaliser un bilan exhaustif. Au contraire, nous partirons d'une optique institutionnelle, identifierons les principaux acteurs et leurs objectifs, pour ensuite cartographier leurs stratégies de légitimation et d'occupation des espaces dans un champ qui présente une dynamique de changement relativement accélérée.

Le mouvement coopératif ancien et nouveau

Nous débuterons par les coopératives fortement liées aux grandes structures du système normatif du coopératisme au pays. Dans ce secteur, l'Organisation des coopératives brésiliennes (OCB) est l'acteur institutionnel de référence. Comme nous l'avons mentionné plus haut, l'OCB est responsable d'un système composé par les organisations coopératives étatiques (OCE) présentes dans tous les États de la fédération. L'importance de ce système pour l'économie brésilienne est inégalée : selon les données divulguées par l'OCB en 2003, les coopératives étaient responsables d'un volume de transactions économiques équivalent à 6 % du produit intérieur brut brésilien. En décembre 2003, il y avait 7355 coopératives enregistrées dans le système, comptant 5 762 718 membres et 182 026 employés. On retrouve treize branches d'activité pour les coopératives brésiliennes, les principales étant : consommation (158 coopératives et 1 920 311 membres), crédit (1115 coopératives et 1 439 644 membres), agricole (1519 coopératives et 980 482 membres), infrastructure (172 coopératives et 575 256 membres) et travail (2024 coopératives et 311 856 membres). (OCB, 2003)

Malgré sa grande représentativité, l'OCB est toujours confrontée à certaines restrictions quant à sa capacité à exercer une influence sur la politique générale de coopératisme au pays. Le gouvernement fédéral, s'appuyant sur la Loi 5.764 et la Loi 7.231, toutes deux adoptées durant la période dictatoriale, maintient son droit d'exercer une régulation centralisée des décisions. Le Conseil national de coopératisme (CNC), lié au ministère de l'Agriculture, est présidé par le ministre de l'Agriculture, lequel nomme le secrétaire général du CNC, et composé de sept autres membres, soit quatre représentants du ministère et seulement trois représentants de l'OCB. Selon Pinho, « la représentation minoritaire de l'OCB empêche, comme on peut s'en douter, que les sujets controversés concernant les coopératives soient résolus avec un accent propre au milieu coopératif ». (Pinho, 1982 :131)

Pour cette raison, historiquement la stratégie politique fondamentale de cet acteur a toujours été le rapprochement avec le ministère de l'Agriculture. Ce dernier est un interlocuteur primordial pour la concrétisation des intérêts des grandes coopératives agricoles qui, en raison de leur importance économique, dominent le système coopératif institutionnalisé au Brésil. En 2003, les coopératives agricoles ont eu des exportations valant 1,09 milliard de dollars américains; elles ont été responsables de 62 % de la production nationale de blé, 44 % de l'orge, 39 % de lait, 29 % de soya et 28 % de café (OCB, 2003). En tenant compte de la conjoncture économique brésilienne et de sa position de dépendance dans le contexte économique international, on peut constater le rôle stratégique des coopératives agricoles dans l'atteinte des objectifs fixés par les agences internationales, principalement en ce qui concerne le surplus de la balance commerciale.

De cette manière, on note un fort alignement des objectifs et des intérêts entre les coopératives agricoles et le ministère de l'Agriculture. Un exemple de cet alignement s'est produit lors du récent débat sur l'autorisation de la production d'aliments transgéniques au pays. Durant les années 2003 et 2004, ce débat a occupé une part importante de la scène publique avec la formation de coalitions pour et contre l'autorisation. Même sans émettre de déclaration publique formelle pour l'autorisation des produits transgéniques, l'OCB a participé à la coalition favorable aux produits transgéniques menée par le ministère de l'Agriculture, pendant que le ministère de l'Environnement et du Développement agricole s'y opposait, se joignant à une coalition composée de quelques mouvements sociaux, ONG, syndicats de travailleurs ruraux et autres organisations. La dispute fut finalement remportée par la coalition favorable à la production transgénique, avec l'adoption en mars 2005, de la Loi 11.105 (Loi sur la biosécurité), laquelle légalise la production et la commercialisation de produits transgéniques. Quelques mois après l'adoption de la loi, une bonne partie des coopératives agricoles membres de l'OCB utilisaient déjà des semences transgéniques dans plusieurs états du pays, notamment au Rio Grande do Sul et au Paraná. En ce qui concerne cette question, l'alignement des intérêts est très clair. Le 9 septembre 2005, le site web de l'OCB affichait en grande pompe sur sa page principale la nouvelle de l'autorisation du ministère de l'Agriculture aux agriculteurs du Rio Grande do Sul pour l'usage des semences de soya transgéniques (OCB, 2005). Le 25 octobre 2005, la page principale du site web du ministère de l'Agriculture mentionnait la réalisation du 2^e Séminaire sur les transgéniques et la biosécurité par l'EMBRAPA, l'entreprise de recherche agricole du ministère. Les objectifs de cet événement étaient : « Approfondir la discussion sur les transgéniques et la biosécurité, présenter les travaux réalisés par l'EMBRAPA et le potentiel de ces technologies pour le bien-être de la société » (Ministère de l'Agriculture, 2005).

Mais les acteurs qui composent le secteur coopératif ne se limitent pas aux grandes coopératives. Afin de démontrer la pluralité qui caractérise le mouvement coopératif au Brésil, nous présenterons un autre acteur important du secteur agricole, mais qui travaille dans un univers beaucoup plus diversifié que l'OCB, celui de l'agriculture familiale. Cet acteur est le Système de coopératives de crédit rural avec Interaction solidaire (CRESOL)²⁵. Le système CRESOL, créé en 1996, est une institution financière prenant la forme d'une centrale de coopératives de crédits, contrôlée par la Banque centrale du Brésil. Elle a pour objectif de renforcer et de stimuler l'interaction solidaire entre les petits agriculteurs et leurs organisations, par l'entremise du crédit et de l'appropriation des connaissances visant un développement local et durable. En novembre 2004, le système possédait déjà 80 coopératives affiliées et 49 900 membres dans les États du Parana, Santa Catarina et Rio Grande do Sul, en plus de compter sur un portefeuille actif provenant de ses propres ressources pour une valeur de R\$ 928 000, et de R\$ 46,3 millions, si l'on prend en compte les ressources du Programme national de renforcement de l'agriculture familiale (PRONAF)²⁶ et des ressources provenant du financement public (CRESOL, 2004).

La stratégie adoptée par le CRESOL afin de concrétiser ses objectifs et consolider son espace institutionnel ne passe pas prioritairement par le ministère de l'Agriculture - comme c'est le cas de l'OCB - mais plutôt par le ministère du Développement agricole (MDA), le Banco do Brasil et la Banque de développement économique et social, qui sont les principaux organes du gouvernement fédéral assurant le contrôle du PRONAF. Le MDA est le ministère chargé des politiques publiques d'appui aux petits producteurs ruraux, de même que des actions concernant la réforme agricole. Avec l'élection du président Lula, on observe que les postes clés de ce ministère sont occupés par des militants du Parti des travailleurs (PT) et des syndicats de travailleurs ruraux, ce qui facilite l'interaction avec les dirigeants du CRESOL, dont plusieurs sont également des militants du même parti et des mêmes syndicats.

²⁵ Sistema de Cooperativa de Crédito Rural com Interação Solidária (note du traducteur).

²⁶ Programa Nacional de Fortalecimento da Agricultura Familiar (note du traducteur).

Toujours dans le champ du coopératisme populaire, mais pas nécessairement dans l'agriculture familiale, on retiendra le réseau des Incubateurs technologiques de coopératives populaires (ITCP). Ce réseau a émergé dans diverses universités du pays avec l'intention d'appuyer la création de coopératives populaires par des travailleurs au chômage ou de l'économie informelle. Le premier ITCP a été fondé en 1995, à l'Université fédérale de Rio de Janeiro; en 2002 on comptait déjà 18 ITCP dans plusieurs États. Selon Cruz (2004), jusqu'en 2002, 211 coopératives avaient obtenu l'appui du réseau, créant 11 557 emplois. L'auteur identifie la Centrale unique des travailleurs (CUT)²⁷ comme principal partenaire des ITCP. La CUT est la plus grande centrale syndicale du pays et, présentement, en raison de ses liens historiques étroits avec le Parti des travailleurs, la CUT a une participation très importante dans le gouvernement fédéral au point que le président de la CUT est devenu ministre du Travail.

Le Parti des travailleurs s'est assuré du contrôle du ministère du Travail dès le début du gouvernement Lula. Le ministère a, entre autres, créé le Secrétariat national de l'économie solidaire (SENAES), dont le directeur est un intellectuel militant au PT, en plus d'être l'auteur de diverses études sur l'économie sociale, dans ce que nous avons nommé le courant « néomarxiste ». La seconde étape du Programme national des incubateurs de coopératives (PRONINC), initiée en 2003, et qui permettra l'augmentation significative de ITCP (lors de la première étape en 1998, six ITCP furent financés alors que dans cette seconde étape trente-trois ITCP ont reçu du financement), qui fut justement le fruit d'une collaboration entre le SENAES et quelques organisations financières gouvernementales. On voit donc que l'accès aux ressources publiques va être exploité stratégiquement par les acteurs institutionnels, comme capital matériel mais aussi symbolique. Chaque acteur accède à un ou plusieurs organes gouvernementaux par l'intermédiaire de groupes ou d'individus qui, d'une certaine manière, contrôlent les ressources désirées.

Le mouvement associatif et les fondations

Après avoir identifié quelques-uns des principaux acteurs dans la sphère du coopératisme, nous aborderons un autre domaine du large champ de l'économie sociale : celui des associations, des ONG, des institutions, des fondations et, enfin, des diverses entités de la société civile qui promeuvent des actions d'intérêt commun tout en ayant des finalités économiques. Ces organisations composent un univers complexe, extrêmement diversifié et, dans l'ensemble, encore peu connu, malgré l'augmentation extraordinaire du nombre d'entités créées dans les vingt dernières années dans divers secteurs, sous différentes formes et avec différentes méthodes d'action.

Seulement afin de fournir un panorama général de cet univers, nous citerons quelques résultats d'une étude publiée en 2004 par l'organe officiel de recherche du gouvernement fédéral, l'Institut brésilien de géographie et de statistiques (IBGS). À partir de 500 000 entités sans but lucratif enregistrées au pays, on a choisi cinq paramètres afin de sélectionner celles qui répondaient aux besoins de la recherche : privées, sans but lucratif, institutionnalisées, auto-administrées et bénévoles. Ainsi, on a retenu un ensemble d'organisations qui ont comme principales caractéristiques le fait d'être bénévoles, autonomes et privées et étant composées de citoyennes et de citoyens qui se réunissent librement autour d'objectifs communs. En appliquant les critères de sélection aux 500 000 entités sans but lucratif, on a obtenu un sous-ensemble de 276 000 pour l'année 2002. Par leur nature, leurs objectifs, leurs formes d'action et leurs caractéristiques (elles promeuvent l'intérêt général, mais leurs activités sont économiques), une bonne partie de ces organisations appartient à l'univers de l'économie sociale brésilienne.

²⁷ Central Única dos Trabalhadores (note du traducteur).

La recherche a démontré que, généralement, les organisations sont relativement nouvelles, 62 % ont été créées à partir des années 1990. À chaque décennie s'accélère le rythme de croissance : celles qui ont émergé dans les années 1980 sont 88 % plus nombreuses que celles des années 1970; ce pourcentage est de 124 % pour celles créées dans les années 1990, comparativement à celles de la décennie antérieure. Majoritairement, ce sont de petites organisations : 77 % d'entre elles ne possèdent pas d'employés et seulement 7 % compte dix salariés ou plus. Toutefois, on note une concentration élevée de la main-d'œuvre dans quelques organisations : seulement 1 % d'entre elles possèdent 100 employés ou plus et ces organisations regroupent 61 % de tous les salariés. En d'autres mots, 2500 entités absorbent presque 1 million de travailleurs. En 1996, le nombre total de postes de travail était de 1 039 925, alors qu'en 2002, ce chiffre est passé à 1 541 290, révélant ainsi une augmentation exceptionnelle du nombre d'emplois de l'ordre de 48 % en à peine six ans. Le nombre d'emplois créés par ces organisations correspond à 5,5 % des emplois de toutes les organisations formellement enregistrées au pays. Les domaines de l'éducation et de la santé comprennent près de la moitié des personnes employées et l'assistance sociale arrive en troisième place avec 15 % du total des employés. De plus, la masse salariale a atteint en 2002 une valeur de 17,5 millions de réais. (IBGE, 2004)

Un acteur important et représentatif du champ d'action des ONG qui composent une partie de l'univers mentionné ci-haut est l'Association brésilienne des organisations non gouvernementales (ABONG) créée en 1991. Actuellement, l'ABONG compte 270 organisations associées. Son travail dans la sphère publique reflète la diversité des secteurs dont font partie les organisations associées. Ainsi, l'ABONG œuvre politiquement dans des domaines comme les droits de l'homme, les questions agraires et agricoles, les questions urbaines, le développement régional, l'environnement et l'écologie (ABONG, 2005). L'objectif de se constituer comme une organisation de représentation politique des intérêts de ses membres est très clair. La stratégie employée afin d'atteindre cet objectif consiste à être reconnue comme une organisation qualifiée pour mener le dialogue entre les ONG et l'État. Présentement, l'ABONG est membre officiel de conseils faisant partie de six ministères du gouvernement fédéral. De cette façon, elle peut participer activement à l'élaboration et au suivi des politiques publiques dans les domaines où oeuvrent ses membres. Parallèlement à la participation aux conseils ministériels, l'Association développe une série d'activités qui visent à renforcer sa légitimité institutionnelle, promouvant sa visibilité et établissant l'image d'une organisation qui produit et diffuse de la connaissance. De telles activités comprennent, entre autres, la production, l'édition et la diffusion de textes dans des publications régulières (Cadernos ABONG) abordant des thèmes qui touchent à la société civile et aux politiques publiques; le Programme de développement institutionnel, qui vise à élargir la base d'appui social et la légitimité des ONG et une participation importante dans les forums régionaux, nationaux et internationaux, cherchant à être reconnu comme un acteur collectif d'articulation politique entre les ONG de divers secteurs.

L'ABONG est un exemple d'organisation qui lutte pour occuper un espace d'articulation sur la scène politico-institutionnelle. Sa macro-stratégie est de se constituer comme une organisation juridiquement formalisée et ainsi attirer d'autres associations civiles parmi ses membres. Toutefois, une autre stratégie d'action politique paraît unir plusieurs organisations de l'économie sociale : au lieu de miser sur le leadership d'une organisation formelle et établie comme entité d'articulation, elles optent pour une stratégie d'action en réseaux sectoriels qui ne sont pas nécessairement formalisés juridiquement. Selon Jacobi (2005 : 1) :

Dans certains secteurs se produit une incorporation de la multiplicité des acteurs par la formation de réseaux, comme c'est le cas des expériences de participation dans la gestion et de la préservation de la biodiversité. Les réseaux se renforcent sur le plan politique et institutionnel, étant de plus en plus reconnus par la société comme par les gouvernements et étant sollicités de manière croissante afin de participer aux processus décisionnels.

Selon l'auteur, les réseaux permettent des interactions horizontales, l'organisation de moyens de pression et ouvrent de nouveaux champs de possibilités pour les ONG. Jacobi présente quelques réseaux d'ONG et fait une synthèse de leur intense activité politique. Nous présenterons ici quelques-unes des expériences analysées par Jacobi.

La première d'entre elles est celle du Réseau d'ONG de la forêt atlantique²⁸, qui fut créée durant le Sommet de Rio en 1992 afin de protéger les 7,3 % restant de la forêt atlantique au Brésil. Présentement, il reste à peine 94 000 km² de la couverture forestière originale qui était de plus de 1,2 million km². En 1999, le réseau comprenait déjà près de 160 entités dans 17 États brésiliens où l'on retrouve la forêt atlantique. Le réseau se renforce sur le plan politique et institutionnel étant de plus en plus reconnu par la société, comme par les gouvernements locaux et, conséquemment, il est de plus en plus sollicité afin de participer aux processus décisionnels liés à la question de la forêt atlantique. Son impact sur l'économie sociale peut être identifié par ses actions qui mettent en lien le pouvoir public local avec des associations de résidents afin de réfléchir au développement socioéconomique, en stimulant l'écotourisme comme outil de conservation environnementale et de valorisation du patrimoine historico-culturel.

Un autre réseau est celui de la Coalition Rios Vivos qui réunit 300 ONG et peuples indigènes en Amérique du Sud, en Europe et aux États-Unis. Le réseau a pour objectif la surveillance - du point de vue de la société civile - des mégaprojets d'infrastructure comme la voie maritime Paraná-Paraguay, la voie maritime Tocantins-Araguaia, le gazoduc Bolivie-Brazil et divers autres projets de barrages. En s'appuyant sur cette surveillance, le réseau promeut un débat intense et exerce une pression sur les gouvernements étatiques et nationaux afin de trouver des alternatives de développement durable, ce qui se répercute sur l'économie sociale et l'engagement à l'intérieur de celle-ci dans les régions affectées.

Le Groupe de travail amazonien (GTA), fondé en 1992, réunit approximativement 430 organisations impliquées dans le développement de la région amazonienne. Font partie de ce réseau, des ONG, des mouvements sociaux, des seringueiros²⁹, des castanheiros³⁰, quebradeiras de coco³¹, des petits pêcheurs, des riverains, des communautés indigènes, des petits agriculteurs et leurs familles. Le principal objectif de ces organisations est de consolider les stratégies de développement durable des écosystèmes forestiers, de l'agriculture, de la sylviculture et des autres activités socio-économiques dans les aires protégées de l'Amazonie. Ses stratégies d'action incluent l'articulation des intérêts des acteurs de la société civile, la participation aux forums régionaux, nationaux et internationaux pour les discussions concernant des alternatives durables pour le développement de l'Amazonie et la participation à des conseils et autres organes gouvernementaux pour la définition des politiques publiques de cette région.

À ces expériences présentées par Jacobi (2005), nous ajoutons celle du Réseau Écovida d'agro-écologie. Ce réseau a été constitué en 1998 dans l'État de Santa Catarina et s'étend actuellement aux autres États du sud du Brésil (Paraná et Rio Grande do Sul). Il s'agit d'un des plus grands réseaux d'agroécologie familiale au pays. Il est composé de petits agriculteurs, de professionnels et de consommateurs réunis en associations, coopératives, ONG et groupes informels. À l'heure actuelle, le réseau compte 21 centres régionaux couvrant 170 municipalités (Rede Ecovida de Agroecologia, 2005). Parmi ces objectifs, on retrouve : « Développer et multiplier les initiatives en agroécologie; stimuler le travail associatif pour la production et la consommation de produits agroécologiques; avoir une marque

²⁸ Rede de ONG da Mata Atlântica (note du traducteur).

²⁹ Personnes qui récoltent le caoutchouc.

³⁰ Personnes qui récoltent les noix du Brésil (*Bertholletia excelsa*).

³¹ Femmes et enfants qui coupent les noix de coco.

et un sceau qui représente le processus, l'engagement et la qualité des produits offerts » (Rede Ecovida de Agroecologia, 2005). L'une des importantes innovations de ce réseau consiste dans l'implantation de son propre système de certification de la production biologique pour l'octroi d'un sceau de qualité nommé *certification participative*³². Mais, en plus de tenter de viabiliser la production et la commercialisation de produits écologiques, le réseau développe un travail intense de représentation politique avec les organes gouvernementaux qui s'occupent de la régulation du secteur de l'agriculture familiale. Ses stratégies d'articulation sont orientées principalement vers les organes locaux, étatiques et fédéraux d'agriculture et d'environnement. Les représentants de ce réseau ont siégé aux conseils étatiques et nationaux portant sur l'agriculture familiale et, dans certains cas, sur l'agroécologie. Parmi les démarches entreprises par les ONG du réseau, on note la lutte contre l'autorisation de la production d'aliments transgéniques et la participation à l'élaboration de la législation qui encadrera la production d'aliments biologiques. Malgré la large coalition avec plusieurs organisations de la société civile et les ministères de l'Environnement et du Développement agricole, la lutte contre les transgéniques s'est soldée par la défaite historique de cette coalition avec l'adoption de la Loi sur la biosécurité.

Pour terminer cette cartographie des principaux acteurs de l'économie sociale, nous présenterons les deux principales institutions représentatives des entreprises qui oeuvrent dans la sphère sociale et qui développent des activités ayant de fortes répercussions pour l'économie sociale : le Groupe d'instituts, de fondations et d'entreprises (GIFE) et l'Institut Ethos des entreprises et responsabilité sociale. Comme nous l'avons plus haut, ces deux organisations sont de nature associative et sans but lucratif, et furent créées dans les années 1990, dans la mouvance de l'implication croissante du secteur privé autour des questions sociales. Le GIFE compte actuellement sur un réseau de 81 entités associées, toutes liées à de grandes entreprises économiques nationales et multinationales. Son principal objectif est :

De contribuer à la promotion du développement durable au Brésil, par le renforcement politico-institutionnel et l'appui au travail stratégique des institutions et fondations entrepreneuriales et des autres entités privées qui réalisent de l'investissement social volontaire et systématique, en vue de l'intérêt public. (GIFE, 2005)

L'Institut Ethos compte déjà sur 1049 entreprises associées qui possèdent un volume d'affaires qui représente près de 30 % du PIB brésilien et qui emploient près d'un million de personnes. L'objectif principal de l'Institut Ethos est de « constituer un pôle d'organisation de la connaissance, d'échange d'expériences et de développement d'outils qui aident les entreprises à analyser leurs pratiques de gestion et de responsabilité sociale corporative ». (Instituto Ethos Empresas e Responsabilidade Social, 2005)

Depuis sa création, le GIFE a mis en pratique une stratégie de renforcement de la sphère publique non étatique au Brésil. La conception qui oriente l'action de l'institution est celle selon laquelle les entreprises ont un rôle institutionnel important à jouer dans la lutte contre les inégalités sociales au Brésil et que ce rôle social doit se concrétiser par des investissements sociaux de nature privée. Dans son code d'éthique, le GIFE distingue l'investissement social privé de la responsabilité sociale entrepreneuriale, prenant clairement ses distances avec l'Institut Ethos. Ce code d'éthique préconise que les concepts et la pratique de l'investissement social aient pour base : « la conscience de la responsabilité et de la réciprocité envers la société, assumée librement par les entreprises, les fondations et les instituts » (GIFE, 2005). Pour le réseau GIFE, les pratiques d'investissement social

³² Pour une analyse du processus de certification implanté par Rede Ecovida, voir SERVA, M et ANDION, C, « O controle coletivo dos riscos ambientais na produção de alimentos - uma análise do sistema de certificação participativa na Rede Ecovida de Agroecologia », *Anais do II Encontro da Associação Nacional de Pós-Graduação e Pesquisa em Ambiente e Sociedade*, CD-ROM, Indaiatuba, São Paulo, 2004.

sont de nature distincte et ne doivent pas être confondues avec les outils de commercialisation de biens tangibles et intangibles (avec but lucratif) des entreprises.

On perçoit donc la défense d'une autonomie des actions des investissements privés reliés aux affaires de l'entreprise, visant à montrer « L'acte désintéressé » de l'action entrepreneuriale dans la sphère publique. Le modèle et les conceptions du GIFE sont fortement influencés par la notion nord-américaine de tiers secteur et les organisations qui font partie du GIFE se sont autoproclamées *grantmakers*³³ brésiliens dans l'une des publications du GIFE (Falconer et Vilela, 2001). Il est important de rappeler qu'une grande partie des dirigeants des grandes fondations brésiliennes (situées dans les principales capitales des régions Nord-Est et Sud-Ouest) ont reçu leur formation académique dans des institutions d'enseignements étasuniennes et maintiennent une forte relation avec les fondations de ce pays et les réseaux du *nonprofit sector*³⁴. L'influence du GIFE dans le champ de l'économie sociale brésilienne est importante, autant en raison du montant des investissements que réalisent ses membres, qu'en raison de la production et de la diffusion des connaissances et des pratiques liées au courant du tiers secteur par le GIFE. En plus d'offrir une série de services à ses membres, (conseil stratégique, cours de deuxième cycle universitaire, formation continue en entreprise, « rencontres GIFE », congrès, site Web et plusieurs autres), le centre appuie l'édition de livres et réalise également des formations dans tout le pays, visant à développer l'investissement social privé et à renforcer la reconnaissance et la professionnalisation du tiers secteur. Un autre rôle important exercé par le GIFE renvoie à sa contribution aux politiques publiques liées au tiers secteur au Brésil. Cette organisation a eu une participation importante dans l'élaboration de cadre légal du tiers secteur, de même que dans le cas d'autres lois importantes, par exemple le Statut de l'enfant et de l'adolescent. Présentement, un des principaux objectifs consiste à concrétiser la réforme du cadre légal du tiers secteur. Selon ce qui est exprimé sur le site web de cette institution, cette réforme « offrira un environnement légal et fiscal de même que des taux d'imposition plus propices à l'investissement social privé ». (GIFE, 2005)

L'Institut Ethos, quant à lui, possède une conception différente de l'action sociale des entreprises, s'appuyant sur la notion de responsabilité sociale. Cette conception a pour principe l'insertion de la préoccupation envers la responsabilité sociale et le développement durable à l'intérieur de l'entreprise, impliquant tous les niveaux : stratégique, tactique et opérationnel, les actions internes et externes, en plus de prendre en compte les différentes parties prenantes (*stakeholders*). Ainsi, l'action sociale de l'entreprise serait incluse dans la responsabilité sociale, mais sa pratique ne ferait pas nécessairement de l'entreprise une entité socialement responsable. La majorité des membres de l'Institut Ethos est formée de grandes entreprises, toutefois, son action influence également les organisations de l'économie sociale car de plus en plus d'entre elles adoptent les principes de la responsabilité sociale entrepreneuriale, particulièrement les grandes coopératives.

L'Institut Ethos a donc une influence comme formateur d'opinion dans le champ de l'économie sociale. Il produit et diffuse différents outils de gestion, lesquels qui favorisent l'adoption de pratiques socialement responsables dans la gestion des organisations, tant en ce qui concerne l'auto-évaluation (bilan social et indicateurs Ethos) et la comparaison avec d'autres pratiques, qu'afin de trouver des outils stratégiques et opérationnels dans un des sept domaines qui composent la responsabilité sociale des entreprises (Instituto Ethos Empresas e Responsabilidade Social, 2005). En 2004, l'Institut Ethos a fondé Uniethos, une institution de recherche, de production de connaissances et de capacitation. De plus, l'Institut Ethos tente d'assurer la coordination nationale et internationale pour le renforcement du mouvement de la responsabilité sociale, tentant d'influencer les politiques publiques liées

³³ En anglais dans le texte. (Note du traducteur).

³⁴ En anglais dans le texte. (Note du traducteur).

à ce thème. Parmi les forums auxquels participe l'Institut Ethos, on retrouve le *Global Report Initiative* (GRI) et la commission pour la création de normes ISO de responsabilité sociale.

Comme on peut le déduire à la suite de cette brève présentation, l'économie sociale brésilienne est un champ de luttes entre différents acteurs qui interagissent également entre eux et qui, d'une certaine manière, se renforcent mutuellement. Ces acteurs possèdent leurs alliés respectifs, leur conception de l'économie sociale et aussi leurs stratégies d'action et de reproduction idéologique. Toutefois, un autre agent a un poids énorme dans la composition de ce champ : l'État, qui par les politiques publiques qu'il adopte; influence, légitime ou recompose les positions des différents acteurs.

CHAPITRE IV : POLITIQUES PUBLIQUES, PROGRAMMES ET LÉGISLATION APPUYANT L'ÉCONOMIE SOCIALE : L'ÉTAT COMME CAISSE DE RÉSONANCE DU CHAMP

La tentative d'identifier les politiques publiques, les programmes et les structures d'appui à l'économie sociale nous a amené à examiner les relations que les acteurs de ce secteur de l'économie établissent avec l'État. Dans un champ en processus de redéfinition, et surtout, caractérisé par une grande diversité d'acteurs, d'idéologies et d'intérêts, nous concevons l'État comme une caisse de résonance des intérêts en jeu, comme l'une des arènes où ces acteurs se disputent l'espace, le pouvoir symbolique, les ressources matérielles et la légitimité. Les décisions prises par la machine bureaucratique de l'État engageant des ressources et établissant les bases de régulation du champ; elles peuvent être perçues d'un côté comme un reflet de l'action stratégique des acteurs et, d'un autre côté, comme une expression politique de la précarité actuelle de la régulation du champ de l'économie sociale.

Nous présenterons donc ci-dessous, ce que nous jugeons être les principaux programmes et politiques d'appui à l'économie sociale, implantés depuis le début des années 1990. La présentation ne couvre pas la totalité de ces programmes et politiques, car notre intention est simplement de fournir un panorama général du champ, et pour cela, nous ne mentionnerons que ceux que nous considérons les plus importants et les plus inclusifs. La période sur laquelle nous nous concentrerons a été choisie, car c'est à partir des années 1990 - et plus particulièrement de 1994 jusqu'à aujourd'hui - que les politiques et les programmes publics fondés sur la notion de gouvernance démocratique commencent à être conçus (même si dans le cas des coopératives que nous avons abordées précédemment, l'institutionnalisation du champ a eu lieu dans une période antérieure à celle que nous étudierons).

De plus, mentionnons que les programmes et les politiques qui visent spécifiquement le renforcement de l'économie sociale au Brésil ne sont pas très nombreux. Il est toujours important de rappeler, comme nous l'avons vu plus haut, que de 1964 à 1985, le pays vivait sous un régime dictatorial, cela fournissant une certaine physionomie à la société civile. Entre 1985 et 1994, on assista à une transition vers un régime démocratique, alors que les institutions politiques commençaient à peine leur ré-articulation. Ce fut donc une période turbulente pour la réorganisation de l'État qui, en plus, a dû passer par le processus de destitution du président Collor, affectant sensiblement les institutions démocratiques et la machine bureaucratique en reconstruction. C'est donc à partir de 1994, qu'une relative stabilité politique s'installe au pays, à mesure que la société civile avance dans sa réorganisation et sa représentation, promouvant ainsi un certain renouvellement de l'économie sociale et sa légitimation face à l'État.

Le coopératisme

Dans le secteur des coopératives directement liées à l'OCB, nous avons retenu quelques politiques et programmes gouvernementaux d'importance : le SESCOOP et le RECOOP, implantés sous le gouvernement Cardoso et le PRODECOOP, établi par l'administration Lula.

Le 26 juillet 2001, avec la Mesure provisoire 2.168-9, le gouvernement fédéral a créé le Service national d'apprentissage du coopératisme³⁵ (SESCOOP). Ce dernier est une organisation ayant le statut de personnalité juridique de droit privé, qui a pour mission d'organiser, d'administrer et d'exécuter, sur tout le territoire national, l'enseignement de la formation professionnelle, le développement et la promotion des travailleurs en coopérative et des coopérants. L'organisation est dirigée par un Conseil national composé de onze membres : cinq représentants

³⁵ Serviço Nacional de Aprendizagem do Cooperativismo.

ministériels, cinq représentants de l'OCB, incluant son président, et un représentant des travailleurs en coopérative. La présidence de ce Conseil est toujours occupée par le président de l'OCB.

Lors de la création du SESCOOP, il existait déjà des structures d'appui similaires pour les secteurs du commerce (SENAC), de l'industrie (SENAI) et des transports (SENAT). Jusqu'en décembre 1988, les coopératives étaient obligées de remettre au gouvernement fédéral l'équivalent de 2,5 % de la masse salariale de ses employés. Ce montant obligatoire était transféré par le gouvernement aux structures déjà existantes (SENAC, SENAI, etc.). La création du SESCOOP signifie la garantie que toutes les ressources seront administrées avec la participation directe de l'OCB et que, conséquemment, l'argent sera utilisé dans des programmes spécifiques pour la formation professionnelle dans le système coopératif. Ainsi, des ressources importantes ont été mises à la disposition des coopératives afin d'améliorer la formation professionnelle. Par exemple, en 2004, le SESCOOP dans l'État de São Paulo a récolté R\$ 5 325 000 (SESCOOP/SP, 2005), pendant qu'au Paraná les contributions volontaires ont totalisé R\$ 4 359 000 (SESCOOP/PR).

Le Programme de revitalisation de coopératives de production agricole (RECOOP)³⁶ est un programme de crédits lancé en 1998 avec comme objectifs la restructuration et la capitalisation des coopératives agricoles, visant leur développement autonome, en termes de compétitivité et d'effectivité. On avait prévu que les opérations seraient réalisées à partir de fonds provenant du Trésor national (jusqu'à 2,1 milliards R\$) et des Fonds constitutionnels de financement. Selon cette philosophie de revitalisation, la RECOOP prévoyait également des ressources pour le capital de roulement et les investissements de l'ordre de 862 millions R\$.

Le 3 juillet 2002, la Banque centrale du Brésil, par la Résolution 2.987, a établi le Programme de développement coopératif pour l'ajout de valeur à la production agricole (PRODECOOP)³⁷, avec l'objectif d'augmenter la compétitivité du complexe agroindustriel des coopératives brésiliennes, par l'entremise de la modernisation de leur système de production et de commercialisation. Pour les années 2004-2005, on prévoit des ressources de l'ordre de R\$ 550 millions. La limite de crédit pour chaque coopérative est de 20 millions R\$ et les conditions de financement sont les suivantes : taux d'intérêt de 10,75 % par année et échéance de 12 ans, incluant trois ans de sursis. Parmi les items que les coopératives peuvent financer, on retrouve des études, des projets et des technologies, des travaux civils, des installations et autres investissements fixes ainsi que de la machinerie et de l'équipement national neuf.

On peut voir que dans le domaine du coopératisme traditionnel l'accent des politiques et des programmes gouvernementaux est surtout mis sur l'appui financier aux grandes coopératives. On vise ainsi la modernisation du secteur, le renforcement de sa compétitivité et son adaptation aux règles du marché international. Cette stratégie contraste avec les politiques qui concernent les coopératives populaires, comme nous le verrons dans les paragraphes qui suivent.

Dans la sphère des coopératives populaires, le Programme national d'incubateurs de coopératives (PRONINC)³⁸ a été créé en 1998, à partir de la coordination entre le Comité des entités de lutte contre la faim et pour la vie (COEP)³⁹ et l'Agence de soutien financier d'études et de projets (FINEP)⁴⁰ du ministère des Sciences et Technologies. Dans sa première phase, le PRONINC a appuyé six incubateurs qui font partie du réseau des ITCP. Dans les années qui ont

³⁶ Programa de Revitalização das Cooperativas de Produção Agropecuária (note du traducteur).

³⁷ Programa de Desenvolvimento Cooperativo para Agregação de Valor à Produção Agropecuária (note du traducteur).

³⁸ Programa Nacional de Incubadoras de Cooperativas (note du traducteur).

³⁹ Comitê de Entidades de Combate a Fome e pela Vida.

⁴⁰ Agência Financiadora de Estudos e Projetos (note du traducteur).

suivi, le programme a été compromis par le manque de ressources. En 2003, avec la nouvelle gestion du gouvernement fédéral, on a réactivé le PRONINC avec la participation de nouveaux acteurs. Dans sa phase actuelle, le programme compte sur l'appui des institutions suivantes : Secrétariat national de l'économie solidaire (SENAES), attaché au ministère du Travail et de l'Emploi et au ministère du Développement social; FINEP; Fondation Banco do Brasil et la COEP. L'élargissement du spectre institutionnel a permis au PRONINC d'étendre son domaine d'action; à l'heure actuelle, le programme appuie 33 incubateurs dans 17 États.

Toujours dans le domaine des petites coopératives liées à l'agriculture familiale, l'un des plus importants programmes d'appui est sans doute le Programme national de renforcement de l'agriculture familiale (PRONAF). Ce dernier suit les directives établies par le Plan national de développement rural, élaboré et proposé en 2002 par le Conseil national de développement rural, à la suite d'une forte pression menée par les mouvements sociaux liés à l'agriculture familiale. Le macro-objectif de son Plan pluriannuel 2004-2007 est la promotion du développement durable dans le Brésil rural par l'entremise de quatre programmes stratégiques, soit : la démocratisation de l'accès à la terre, le renforcement de l'agriculture familiale; le renouvellement de l'éducation rurale et la diversification des économies rurales. L'objectif général du programme est de « Construire un modèle de développement durable pour les petits agriculteurs et leur famille qui vise l'augmentation et la diversification de la production, et conséquemment, l'augmentation du niveau de l'emploi et de revenu » (EMATER-RIO, 2005). Les principales actions du PRONAF sont la promotion des négociations de politiques publiques avec les organes sectoriels, le financement d'infrastructures et de services dans les municipalités, le financement de la production de l'agriculture familiale (crédit rural) et la professionnalisation des petits agriculteurs.

Le montant des ressources destinées au programme témoigne de son importance : le Plan Safra 2004-2005 prévoit des ressources disponibles de l'ordre de 7 milliards R\$. Pour le gouvernement fédéral, « La réussite du Plan Safra 2004-2005 dépend de la capacité de coordination des différents acteurs impliqués dans l'agriculture familiale comme les mouvements sociaux, les ministères, les gouvernements des États et des municipalités, les agents de soutien financier, les ONG et les autres qui jouent un rôle important dans le suivi, l'évaluation et la réussite du Plan » (PRONAF, Manual do Crédito Rural do Plano de Safra da Agricultura Familiar 2004-2005). Le principal organe gestionnaire de ce programme est le ministère du Développement agraire (MDA) et sous le gouvernement Lula, la gestion du PRONAF a subi d'importantes modifications. La principale consiste dans la création des commissions d'installation et d'actions territoriales (CIAT)⁴¹ par le Secrétariat du développement territorial. Les CIAT, qui sont en voie d'être implantées sur tout le territoire national, consistent en un forum local pour la promotion du développement territorial formé de représentants des sphères administratives municipales, d'entrepreneurs et des entités de la société civile organisée. Les ressources du PRONAF, qui étaient gérées exclusivement par les municipalités, sont maintenant, avec l'aval des conseils municipaux de développement rural, gérées par les CIAT, qui doivent envoyer leurs propositions directement à ces conseils. Les CIAT ont pour rôle de coordonner et d'appuyer les institutions de développement local, de définir et d'organiser les demandes pour leur territoire, en lien avec le PRONAF, tout comme de surveiller, d'évaluer et d'accompagner les programmes qui sont implantés. Ainsi, s'ouvre la possibilité, pour les organisations de l'économie sociale, de participer dans les CIAT.

⁴¹ Comissões de Instalação e Ações Territoriais (note du traducteur).

On voit bien, que dans le cas des coopératives populaires, l'approche est distincte de celles des grandes coopératives et se concentre sur leur renforcement en tant qu'instruments pour diminuer la pauvreté, l'inégalité et promouvoir le développement. Dans quelques cas, comme celui du PRONINC, par exemple, on voit que la stratégie vise à « créer des réseaux autonomes pour la construction conjointe de l'offre et de la demande à l'échelle d'un territoire [...]». La priorité est sortir de la précarité » (França Filho, 2005). Cette option de créer des chaînes socioproductives locales, sans une ouverture vers l'extérieur, risque d'enfermer les initiatives dans une économie locale qui, tout en visant à briser l'exclusion, peut conduire au contraire à un renforcement de la précarité.

Les associations et fondations

Si nous nous penchons maintenant sur les programmes et les politiques dans le champ des associations civiles, nous retiendrons en premier lieu le Programme communauté solidaire qui fut implanté en 1995, durant le premier mandat de Fernando Henrique Cardoso. Administré par le Secrétariat exécutif de la communauté solidaire - organe directement lié à la présidence de la République et coordonné par un conseil composé initialement de dix ministres et de 21 membres de la société civile - le programme a eu un rôle important dans l'élaboration et l'implantation des politiques publiques visant la dynamisation des initiatives de la société civile entre les années 1995 et 2002. Parmi les domaines d'action prioritaires du Programme communauté solidaire, nous retiendrons celles qui ont eu le plus grand impact pour l'économie sociale, soit : la formation professionnelle, et la capacitation (empowerment) des jeunes, le microcrédit, le Programme communauté active et l'institutionnalisation et la régulation du tiers secteur.

Durant les sept années de fonctionnement du programme, 2537 organisations de la société civile ont été impliquées dans 4202 cours pour la capacitation (empowerment) des jeunes dans neuf régions métropolitaines du pays (Comunidade Solidaria, 2005). Dans le domaine du microcrédit, le programme a créé un groupe de travail en 1997 afin de présenter des propositions visant l'incitation et la réglementation du microcrédit. Comme résultats, on retrouve d'abord en 1999 l'adoption d'une mesure provisoire qui crée les sociétés de crédit aux microentrepreneurs (SCM)⁴² et finalement, en 2001, la conversion de cette mesure provisoire en loi (Loi 10.194), qui crée une nouvelle forme juridique encadrant la participation du secteur privé dans le domaine du microfinancement. Le Programme communauté active fut quant à lui créé en 1999, avec comme objectif la promotion du développement local intégré et durable dans les municipalités de moins de 50 000 habitants ayant un indice de développement humain municipal (IDH-M) sous la moyenne régionale. L'implantation du programme prévoyait un partenariat avec les acteurs locaux et régionaux (gouvernement des États, municipalités, coopératives, organisations de la société civile) pour l'élaboration d'un plan de développement et d'un agenda des grandes priorités. Près de 701 municipalités ont participé à ce programme. (Comunidade Solidária, 2005)

Les actions du Programme communauté solidaire et de son conseil ont également résulté en des changements considérables pour la régulation et l'institutionnalisation de plusieurs organisations de la société civile. On peut citer l'appui à l'élaboration de la Loi 9.608/98 qui définit le travail volontaire et établit l'inexistence d'un lien d'emploi et d'obligations concernant les droits de travailleurs et la sécurité sociale pour le travail volontaire. De la même manière, la Loi 9.790/99 crée le statut de personne juridique de droit privé, sans but lucratif, pour les organisations de la société civile d'intérêt public (OSCIP). Cette loi établit que les associations et les fondations déjà existantes, tout comme les nouvelles, peuvent demander au ministère de la Justice leur titre d'OSCIP. Connue comme la nouvelle loi du tiers secteur, elle innove en reconnaissant le caractère public d'une partie des organisations de la société civile et de nouveaux domaines d'action qui n'avaient pas de statut légal. Cette loi

⁴² Sociedades de Crédito ao Microempreendedor (note du traducteur).

impose des mécanismes de contrôle social et de responsabilisation dans l'usage des ressources d'origine publique et incite le partenariat entre l'État et les OSCIP, avec la création d'un nouvel instrument juridique de coopération, le Terme de partenariat (Termo de Parceria).

À la suite de l'approbation de cette loi, le programme a appuyé quelques mesures légales complémentaires : la Mesure provisoire 2.158-35/01, laquelle permet la déduction des dons faits pour les OSCIP pour l'impôt sur le revenu des personnes juridiques; la Mesure provisoire 2.172-32/01, laquelle exempte les OSCIP de microcrédit des clauses habituelles (limite des taux d'intérêt à 12 %) et permet l'utilisation des taux d'intérêt en vigueur sur le marché et la Mesure provisoire N° 66 du 29 août 2002, article 37, laquelle traite de l'exemption fiscale pour les OSCIP qui rémunèrent leurs dirigeants. À la suite à l'adoption de cette mesure provisoire, les OSCIP qui rémunèrent leurs dirigeants peuvent obtenir une exemption d'impôt sur le revenu et avoir droit à déduction des valeurs versées par des organisations donatrices. Avant l'adoption de cette mesure provisoire, les entités qui rémunéraient leurs dirigeants n'avaient pas droit à de tels bénéfices, conformément à ce qui était énoncé par les lois N° 9.532/97 et N°9.249/95.

Cependant, malgré ces innovations, on peut affirmer que la vision de la loi est basée sur une conception des organisations de la société civile en tant qu'outils pour la « résolution des problèmes sociaux », substituant l'État dans les tâches qu'il ne peut plus assumer (Chaves Teixeira, 2003). En plus, beaucoup d'interrogations demeurent sur cette nouvelle forme juridique, principalement en ce qui concerne les avantages concédés par la nouvelle loi. Les discussions sur le cadre légal n'ont pas beaucoup avancé après le changement de gouvernement et il n'y a pas eu de suites à cette politique sous le gouvernement Lula. Cela transparaît dans le degré d'adhésion des organisations de la société civile, très peu d'entre elles ayant adopté le statut légal d'OSCIP⁴³. Il est important de rappeler qu'il existe présentement un projet⁴⁴ en attente au Parlement sur ce sujet. Ce projet, contrairement à celui qui a résulté dans la Loi des OSCIP, pourrait venir refléter la vision de certaines ONG plutôt que celle du « tiers secteur ».

Sous le gouvernement Lula, un des principaux programmes ayant des effets sur les organisations de la société civile qui oeuvrent dans le domaine socioéconomique est le programme Faim Zéro. Principal attrait de la campagne électorale, ce programme a débuté en 2003 avec la création du ministère extraordinaire de Sécurité alimentaire et de Lutte contre la faim. Dans cette première phase, le programme a adopté une logique clairement « assistencialiste », dont l'objectif de promouvoir la sécurité alimentaire pour la population à très faible revenu s'est concentré excessivement sur le don de nourriture et non sur l'implication de la population visée. Par la suite, ce ministère fut remplacé par le ministère du Développement social et de Lutte contre la faim, lequel avait comme rôle d'assurer la coordination de 31 actions et programmes composés de quatre axes d'articulation : augmentation de l'accès à l'alimentation, renforcement de l'agriculture familiale, promotion des processus générateurs de revenus et l'articulation, la mobilisation et le contrôle social. Le volume de dotations au programme a augmenté chaque année : 5,7 milliards R\$ en 2003, 9,2 milliards R\$ en 2004 et 12,2 milliards R\$ en 2005. (Fome Zero, 2005)

Au fur et à mesure que les ressources disponibles augmentaient, le programme prenait une forme plus inclusive et moins assistencialiste. La stratégie de création des consortiums de sécurité alimentaire et de développement local (CONSAD)⁴⁵ a joué un rôle prépondérant dans le changement de logique du programme. Avec cette stratégie, le

⁴³ Selon le registre officiel du ministère de la Justice, au 20 octobre 2005, 3334 organisations sans but lucratif avaient effectivement obtenu le statut OSCIP (Ministerio da Justiça, 2005). Se l'on prend comme base l'enquête réalisée par l'IBGE, qui en 2002 a recensé 276 000 organisations, ce qui ont opté pour le statut de OSCIP jusqu'à présent ne représentent que 1,2 % des organisations recensées.

⁴⁴ Projet de loi 3877, 2004, du Sénat fédéral, qui traite du registre, de la fiscalisation et du contrôle des ONG.

⁴⁵ Consórcios de Segurança Alimentar e Desenvolvimento Local (note du traducteur).

programme adopte un changement majeur dans sa trajectoire et met l'accent sur le renforcement de la société civile :

Le CONSAD aura comme principal objectif de rendre permanente la coordination entre le pouvoir public et la société civile pour la promotion d'actions visant la sécurité alimentaire et le développement local. De manière institutionnalisée, il vise à intégrer prioritairement dans la sphère de production, de consommation et de crédit, l'ensemble de la population qui vit actuellement dans des conditions précaires concernant l'alimentation. (Guide de CONSAD, 2004 : 4)

Le travail du CONSAD devrait privilégier quatre axes : la formation de capital social local, la formation de capital humain local, l'ajout de valeur dans la chaîne productive sous-régionale et la modernisation du secteur public local. À cette fin, sont prévues des actions comme le renforcement de l'agriculture familiale, de l'économie solidaire et de l'offre de microcrédit. Le programme conçoit l'économie solidaire comme « un certain nombre d'activités économiques de micro et petite portée, insérées dans les structures socioéconomiques locales ». Ainsi, on recommande aux consortiums de coordonner des partenariats pour des actions qui favorisent l'économie solidaire, travaillant à renforcer les liens entre les producteurs et les consommateurs, principalement pour la formation de coopératives. Dans la formation des consortiums, on recommande également que les organisations de l'économie solidaire soient représentées :

Dans les communautés qui constitueront les CONSAD, on retrouve d'innombrables catégories et secteurs de la société qui doivent être représentés; du pouvoir public dans ses diverses formes (agents étatiques, municipaux, conseillers municipaux, etc.) jusqu'aux petits groupes qui pratiquent de multiples activités à caractère économique et social sur ce territoire. (Guide du CONSAD, 2004 : 15)

En faisant la promotion d'une telle ouverture pour la participation de la société civile et avec l'augmentation des ressources investies, on espère que le Programme Faim Zéro engendre des effets concrets pour le secteur de l'économie sociale, en particulier pour le renforcement des organisations de la sphère de la société civile organisée dans le domaine socio-économique dont les actions bénéficient à un public à très faible revenu.

À partir d'une vision d'ensemble, on peut voir qu'il y a encore peu de coordination entre les politiques publiques et les programmes mis en pratique, lesquels ne sont pas issus d'un débat public, ni d'une vision négociée sur l'économie sociale et son rôle dans la société brésilienne. Effectivement, l'action de l'État est beaucoup plus réactive - répondant, par l'intermédiaire de politiques et de programmes aux diverses pressions, demandes et intérêts des acteurs - que proactive, c'est-à-dire exerçant une régulation qui peut influencer de manière effective les règles du jeu dans le champ. Cela se reflète, entre autres, dans le corporatisme et le clientélisme qui imprègnent encore la société brésilienne et, par conséquent, son système politique.

CONSIDÉRATIONS FINALES

Nous voulions présenter dans ce travail un panorama de l'économie sociale brésilienne, en la définissant comme un champ particulier en transformation, tant dans sa dimension de la praxis que dans celle de la production scientifique. Nous avons démontré initialement que ce champ possède son historicité propre et que l'économie sociale n'est pas un phénomène récent. En ce qui concerne le coopératisme, son histoire débute au 19^e siècle avec l'émergence des premières coopératives au pays et le mouvement associatif, à son tour, constitue la préhistoire de la société civile brésilienne, alors que les principales initiatives de ce dernier demeuraient liées à l'Église catholique et à l'État. Durant les dernières décennies, principalement à partir des années 1970, nous avons assisté à une reconfiguration de l'économie sociale. D'un côté, on observe une institutionnalisation et une professionnalisation croissante, de même qu'une insertion postérieure dans le marché de la part des coopératives les plus anciennes; d'autre part, on constate un nouveau dynamisme dans le mouvement associatif civil, avec l'émergence des premières ONG qui assurent une assistance technique aux groupes de base et qui ont des liens solides avec les nouveaux mouvements sociaux.

Par la suite, avec le processus de redémocratisation, les nouveaux mouvements rendent le champ de l'économie sociale plus complexe notamment en raison de l'émergence du « nouveau coopératisme » formé par des entités plus petites, liées aux mouvements sociaux et aux premières ONG et, dans plusieurs cas, appuyées par des politiques publiques et des programmes gouvernementaux. Cette complexité croissante est également caractérisée par la création, dans les milieux urbains et ruraux, de nouvelles associations et ONG qui ont des finalités sociales et politiques, tout en développant des activités économiques. Ces ONG sont souvent liées aux « nouveaux mouvements sociaux » présents sur la scène brésilienne comme le mouvement lié à l'enfance et à la jeunesse, de la prévention du SIDA, de la défense des droits humains et de l'environnement pour n'en mentionner que quelques-uns. De plus, de nouveaux acteurs et leurs institutions représentatives émergent à la suite de l'implication des entreprises concernant les questions sociales.

Cette dynamique sociohistorique permet de tracer les contours d'un phénomène dont l'identité paraît encore en construction, tant dans le champ théorique que dans celui de la praxis. En nous concentrant premièrement sur le domaine scientifique, nous avons montré que de multiples courants coexistent dans le champ et que ces courants ont comme base des idéologies, des conceptions et des concepts distincts, luttant tous pour occuper un espace plus important dans le champ de l'économie sociale. En examinant ces courants, nous avons identifié l'existence des approches plus normatives, surtout celles du tiers secteur et « néomarxiste », dont les conceptions de l'économie sociale paraissent d'emblée très différentes, mais se rapprochent lorsqu'ils conçoivent un cadre théorique rigide, inspiré d'études avec peu de tradition empirique, prenant comme base des modèles théoriques déjà élaborés (surtout à l'extérieur du pays) et considérant peu les dimensions historiques et sociopolitiques du phénomène.

Nous avons tenté de démontrer également que le champ des études portant sur l'économie sociale est en renouvellement, tant en ce qui concerne l'analyse du coopératisme que du nouveau mouvement associatif. De nouveaux auteurs et de nouvelles approches émergent, mettant l'accent sur l'économie sociale brésilienne comme un phénomène social en mouvement, inscrit dans un contexte sociohistorique particulier. Ces auteurs tentent, par des approches interdisciplinaires, de comprendre la singularité, mais également l'universalité derrière ces initiatives, identifiant son potentiel d'innovation dans les sphères économique, sociale et politique, mais aussi ses effets pervers et ses limites, dans une société où le rôle traditionnel de l'État, du marché et de la société civile sont actuellement en processus de redéfinition.

La pluralité d'un champ théorique en formation est, en grande partie, le reflet du champ de la praxis formé de plusieurs acteurs, intérêts et stratégies en lutte constante. La compétition fait partie des processus qui caractérisent la dynamique du champ en soi, les disputes mettent en évidence l'existence d'intérêts divergents, comme ce fut le cas dans le débat sur l'autorisation de la production d'aliments transgéniques, lors duquel l'OCB était en faveur de cette autorisation alors que les réseaux d'agriculture familiale étaient totalement contre. Les acteurs agissent, d'une certaine manière, comme promoteurs des différents courants présentés, cherchant des alliés qui pourraient les aider à maintenir et à renforcer leur position dans le champ. Dans cette sorte d'arène, les acteurs ne font pas que compétitionner en eux, mais aussi se légitiment mutuellement et se coordonnent, comme ce fut le cas par exemple entre les fondations entrepreneuriales et certaines ONG ou encore, entre quelques ONG et des organisations du « nouveau coopératisme ». De cette façon, des coalitions et des réseaux se forment et reconfigurent le champ dans lequel ils oeuvrent. Cette reconfiguration devient plus intense avec le renforcement du processus d'institutionnalisation en cours, non seulement dans le mouvement coopératif, mais aussi dans les organisations de la société civile qui développent des projets socioéconomiques.

Pour terminer, nous avons démontré que l'État est un agent central dans la légitimation et la « recomposition » des espaces occupés par les acteurs du champ, se présentant comme une caisse de résonance qui reflète les intérêts en jeu. L'accès à l'appareil d'État, aux politiques publiques et aux programmes incitatifs envers l'économie sociale est filtré par ce réseau d'influences. L'État est donc plutôt une des arènes où ces acteurs se disputent l'espace, le pouvoir symbolique, les ressources matérielles et la légitimité. Il est important de noter que la forme même des politiques, programmes et projets et leurs conceptions de base sont influencées par ces relations.

Enfin, nous pouvons conclure que l'économie sociale brésilienne se trouve dans un moment de recomposition, avec l'insertion de nouveaux acteurs dans le champ et le repositionnement de ceux qui tenaient leur place pour acquis. Sans ignorer l'importance du conflit et de la pluralité afin de maintenir le potentiel d'innovation du champ, nous croyons que l'interaction entre les acteurs et l'articulation négociée entre eux et l'État seront également déterminantes pour le renforcement du rôle de l'économie sociale au Brésil dans les prochaines années. De cette manière, l'un des principaux défis, tant pour le milieu académique que pour celui de la praxis, consiste à faire le pont entre ces différents « univers » et « conceptions » qui composent le champ, promouvant un débat plus large sur le rôle de l'économie sociale. Ce fut notre tentative dans ce travail qui, nous l'espérons, pourra contribuer à l'avancement de la réflexion sur ce qui compose l'économie sociale au Brésil et sur sa place dans la société brésilienne, aujourd'hui et dans le futur.

BIBLIOGRAPHIE

- ASSOCIAÇÃO BRASILEIRA de ORGANIZAÇÕES NÃO GOVERNAMENTAIS. Acesso em 20/10/2005. Disponível em: <http://www.abong.org.br/>
- ANDION, C. Gestão em organizações da economia solidária: contornos de uma problemática. *Revista de administração pública*. 32(10):7-25, jan/fev 1998.
- _____. A gestão no campo da economia solidária: particularidades e desafios. *Revista de administração contemporânea*. V. 9, nº 1, 79-101, jan/mar 2005.
- BIALOSKORSKI, S. Ambiente institucional e estratégias de empreendimentos cooperativos: a identidade cooperativa para o novo milênio. *Saberes, revista interdisciplinar do CETEAD e CIRIEC-Brasil*. Número zero, 35-49, 2003.
- BOURDIEU, P. O campo científico, em ORTIZ, R. (org.) *Pierre Bourdieu - sociologia*. São Paulo, Ática, 1994.
- BOURDIEU, P. e WACQUANT, L. *Um convite à sociologia reflexiva*. Rio de Janeiro, Relume-Dumará, 1992.
- BULGARELLI, W. A nova legislação cooperativista brasileira, em PINHO, Diva (org.) *A problemática cooperativista no desenvolvimento econômico*. São Paulo, Fundação Friedrich Naumann, 1973.
- CARDOSO, R. Fortalecimento da sociedade civil, em IOSHPE, E. (org.) *3º setor: desenvolvimento social sustentável*. São Paulo, Paz e Terra, 1997.
- CHAVES TEIXEIRA, A. C. Identidades em construção: as organizações não governamentais no processo brasileiro de democratização. São Paulo, Fapesp, 2003.
- COMUNIDADE SOLIDÁRIA. 37 resultados selecionados. Acesso em 24/10/2005. Disponível em: http://www.comunitas.org.br/docs/CS-37Result_Selec.pdf
- CRUZ, A. É caminhando que se faz o caminho - diferentes metodologias das incubadoras tecnológicas de cooperativas populares no Brasil. *Cayapa Revista Venezolana de Economía Social*. Año 4, nº 8, diciembre 2004.
- DAGNINO, E. (org.) *Sociedade Civil e Espaços Públicos*. Rio de Janeiro, Paz e Terra, 2002.
- FALCONER, A. e VILELA, R. *Recursos privados para fins públicos - as grantmakers brasileiras*. São Paulo, GIFE e Instituto Synergos, 2001.
- FERNANDES, R. C. O que é o terceiro setor? Em IOSHPE, E. (org.) *3º setor: desenvolvimento social sustentável*. São Paulo, Paz e Terra, 1997.
- _____. Privado, porém público: o terceiro setor na América Latina. Rio de Janeiro, Relume-Dumará, 1994.
- FOME ZERO. Acesso em 20/10/2005. Disponível em: http://www.njobs.com.br/fome0/conteudo/html/02_esforco_01.htm

- FRANÇA FILHO, G. Terceiro setor, economia social, economia solidária e economia popular: traçando fronteiras conceituais. *Bahia Análise & Dados*. V. 12, nº 1, 9-19, junho 2002.
- _____. L'économie populaire et solidaire au Brésil. In : LAVILLE, J.-L et al. *Action publique et économie solidaire. Une perspective internationale*. Ramonville Saint-Agne, Éditions éres, 2005.
- GAIGER, L. A economia solidária no Brasil e o sentido das novas formas de produção não capitalistas. *Cayapa Revista Venezolana de Economía Social*. Año 4, nº 8, diciembre 2004.
- GARCIA, R. Redes institucionais de apoio e a produção local de alimentos. *Revista de administração pública*. 20(3):70-88, jul/set 1986.
- GARCIA, R. Tecnologia apropriada: amiga ou inimiga oculta? *Revista de administração de empresas*. 27(3):26-38, jul/set 1987a.
- GARCIA, R. A "nova" riqueza e a gestão dos recursos produtivos. *Revista de administração de empresas*. 27(2):14-22, abr/jun 1987b.
- GONÇALVES, J. Histórico do movimento cooperativista brasileiro e sua legislação: um enfoque sobre o cooperativismo agropecuário. *XLIII Congresso da SOBER - Sociedade Brasileira de Economia e Sociologia Rural*. CD Rom. Ribeirão Preto, 2005.
- GRUPO de INSTITUTOS, FUNDAÇÕES e EMPRESAS. Acesso em 20/10/2005. Disponível em: <http://www.gife.org.br/>
- GUERREIRO RAMOS, A. *A nova ciência das organizações*. 2ª ed. Rio de Janeiro, FGV, 1989.
- _____. *Administração e contexto brasileiro*. 2ª ed. Rio de Janeiro, FGV, 1983.
- _____. *A redução sociológica*. Rio de Janeiro, Tempo Brasileiro, 1965.
- _____. Curtição ou reinvenção do Brasil. *Revista de administração pública*. 20(1):3-4, jan/mar 1986.
- GUIA do CONSAD - CONSÓRCIO de SEGURANÇA ALIMENTAR e DESENVOLVIMENTO LOCAL. Instituto Brasileiro de Administração Municipal, 2004.
- INSTITUTO BRASILEIRO de GEOGRAFIA e ESTATÍSTICA. *As fundações privadas e associações sem fins lucrativos no Brasil*. Estudo realizado em parceria com IPEA, ABONG e GIFE. 2004.
- INSTITUTO ETHOS de EMPRESAS e RESPONSABILIDADE SOCIAL. Acesso em 20/10/2005. Disponível em: <http://www.ethos.org.br/>
- JACOBI, P. *Meio ambiente e redes sociais : dimensões intersetoriais e complexidade na articulação de práticas coletivas*. 2005. Acesso em 20/10/2005. Disponível em: <http://www.fboms.org.br/doc/Meio%20ambiente%20e%20redes%20sociais.pdf>
- KLAES, L. Filosofia social das cooperativas, em PINHO, Diva. *O pensamento cooperativo e o cooperativismo brasileiro (volume 1)*. São Paulo, CNPq, 1982.

- KUHN, Thomas. *A estrutura das revoluções científicas*. São Paulo: Perspectiva, 1987.
- LANDIM, L. Múltiplas identidades das ONGs, em HADDAD, S. (org.) *ONGs e Universidades*. São Paulo, Peirópolis, 2002.
- LANDIM, L. e SCALON, M. *Doações e trabalho voluntário no Brasil*. Rio de Janeiro, 7 Letras, 2000.
- LAVILLE, J.-L. La nouvelle question sociale et services, emploi et socialisation, em LAVILLE, J.-L. et al. *Cohésion sociale et emploi*. Paris, Desclée de Brouwer, 1994.
- LAVILLE, J.-L.; SAINSAULIEU, R. (org.) *Sociologie des associations*. Paris, Desclée de Brouwer, 1997.
- LIPIETZ, Alain. *Audácia, uma alternativa para o século 21*. São Paulo, Nobel, 1991.
- LISBOA, A. Economia solidária e autogestão: imprecisões e limites. *Revista de administração de empresas*. V. 45, nº 3, 109-115, jul/set 2005.
- MARQUES PINHO, C. O Estado brasileiro e as cooperativas, em PINHO, Diva (org.) *A problemática cooperativista no desenvolvimento econômico*. São Paulo, Fundação Friedrich Naumann, 1973.
- MOURA, Valdiki. Caráter e tendências do movimento cooperativo no Brasil, em PINHO, Diva (org.) *A problemática cooperativista no desenvolvimento econômico*. São Paulo, Fundação Friedrich Naumann, 1973.
- MINISTÉRIO da AGRICULTURA, PECUÁRIA e ABASTECIMENTO. Notícias. Acesso em 25/10/2005. Disponível em: <http://www.agricultura.gov.br/>
- MINISTÉRIO da JUSTIÇA. Secretaria Nacional de Justiça, consulta a entidades qualificadas como OSCIP, acesso em 20/10/2005. disponível em: <http://www.mj.gov.br/sistemas/OSCIP/resultadoconsulta.asp>
- NETO, A., STEFANI, M. e PEZZI, S. *Gestão de marketing para organizações do Terceiro Setor*. Londrina, Modigraf, 2003.
- NOGUEIRA, M. A *Um Estado para a sociedade civil*. São Paulo: Cortez, 2005.
- ORGANIZAÇÃO das COOPERATIVAS BRASILEIRAS. GETEC - Núcleo de dados da OCB, relatório de dezembro de 2003.
- ORGANIZAÇÃO das COOPERATIVAS BRASILEIRAS. Notícias do cooperativismo. Acesso em 09/09/2005. disponível em: <http://www.ocb.org.br/>
- PINHO, D. O pensamento cooperativo e o cooperativismo brasileiro (volume 1). São Paulo, CNPq, 1982.
- _____. *Economia e cooperativismo*. São Paulo, Saraiva, 1977.
- _____. *Cooperativas e desenvolvimento econômico*. São Paulo, edição da autora, 1962.
- PLANET RATING TRANSPARENCY for MICROFINANCE DEVELOPMENT. Sistema CRESOL - Brasil, janeiro de 2004. Acesso em 20/10/2005. Disponível em: <http://www.planetrating.com/fr/tous-les-ratings/ratings.php>

REDE ECOVIDA de AGROECOLOGIA. Acesso em 20/10/2005. Disponível em: <http://ecovida.wopm.com.br/site/treeview.php>

RIFKIN, J. Identidade e natureza do terceiro setor, em IOSHPE, E. (org.) *3º setor: desenvolvimento social sustentável*. São Paulo, Paz e Terra, 1997.

SALAMON, L. Estratégias para o fortalecimento do terceiro setor, em IOSHPE, E. (org.) *3º setor: desenvolvimento social sustentável*. São Paulo, Paz e Terra, 1997.

SCHERER-WARREN I. e KRISCHKE P. J. Uma revolução no cotidiano? os novos movimentos sociais na América do Sul. São Paulo, Brasiliense, 1987.

SCHERER-WARREN, I. *Redes de Movimentos Sociais*. São Paulo: Edições Loyola, 1996.

SCHNEIDER, J. e LAUSCHNER, R. Tendências do cooperativismo brasileiro, em PINHO, Diva. *O pensamento cooperativo e o cooperativismo brasileiro (volume 1)*. São Paulo, CNPq, 1982.

SERVA, M. e ANDION, C. O controle coletivo dos riscos ambientais na produção de alimentos – uma análise do sistema de certificação participativa na Rede Ecovida de Agroecologia. *Anais do II Encontro da Associação Nacional de Pós-Graduação e Pesquisa em Ambiente e Sociedade*, CD Rom, Indaiatuba, São Paulo, 2004.

SERVA, M. A racionalidade substantiva demonstrada na prática administrativa. *Revista de Administração de Empresas*. São Paulo, FGV, v. 37, nº 2, 1997a.

_____. Abordagem substantiva e ação comunicativa: uma complementaridade frutuosa para a teoria das organizações. *Revista de Administração Pública*. Rio de Janeiro, FGV, 31(2):108-34, mar/abr, 1997b.

_____. O imaginário em ação: a criação de um centro de gestão e pesquisa substantivas. *O Imaginário*. Natal, CCSA/UFRN, v. 1, nº 1, p. 9-18, 1997c.

_____. O Estado e as ONGs: uma parceria complexa. *Revista de Administração Pública*. Rio de Janeiro, FGV, 31(6), nov/dez, 1997d.

_____. O fenômeno das organizações substantivas. *Revista de administração de empresas*, São Paulo, FGV, 33(2)36-46, 1993.

_____. *Racionalidade e organizações - o fenômeno das organizações substantivas*. Tese de doutorado em administração. São Paulo, EAESP/FGV, 1986.

SESCOOP/SP. Acesso em 20/10/2005. Disponível em: http://www.portaldocooperativismo.org.br/sescoop/sescoop/relatorios-2004/rel_gestao_financeira.doc

SESCOOP/PR. Acesso em 20/10/2005. Disponível em: <http://www.ocepar.org.br/UPL/Outro/RelatorioAtividadesSescoop2004.pdf>

SINGER, P. A recente ressurreição da economia solidária no Brasil, em SOUZA SANTOS (org.) *Produzir para viver: os caminhos da produção não capitalista*. Rio de Janeiro, Civilização Brasileira, 2002.

SINGER, P. Economia solidária *versus* economia capitalista. *Sociedade e Estado*. V. XVI, números 1-2, jan/dez 2001.

SISTEMA de COOPERATIVA de CRÉDITO RURAL com INTERAÇÃO SOLIDÁRIA - CRESOL. Folder informativo, 2004.

TELLES, V. S. Movimentos sociais: reflexões sobre a experiência dos anos 70, em Scherer-Warren I. e Krischke P. J. (orgs.) *Uma revolução no cotidiano? Os novos movimentos sociais na América do Sul*. São Paulo, Brasiliense, 1987.